

RÉGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 94 — 411

[C — 27049]

14 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;
- Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;
- Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 12;
- Vu la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, modifiée par le décret du Conseil Régional Wallon du 28 février 1991;
- Vu le Code du Logement;
- Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;
- Vu la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure, modifiée par le décret du Conseil régional wallon du 28 février 1991;
- Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;
- Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, modifiée par le décret du Conseil régional wallon du 28 février 1991;
- Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;
- Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 75;
- Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets des 9 avril 1987, 30 juin 1988, 4 et 25 juillet 1991;
- Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1987 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau, le Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne, modifié par le décret du 25 juillet 1991;
- Vu le décret du Conseil régional wallon du 22 février 1990 portant création d'une Agerace wallonne à l'Exportation, notamment les articles 3 et 10;
- Vu le décret du Conseil régional wallon du 28 février 1991 portant création d'un Service des Etudes et de la Statistique, notamment les articles 3 et 10;
- Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
- Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;
- Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, notamment l'article 9, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1987;
- Vu l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs;
- Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;
- Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services; modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
- Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions;
- Vu l'accord du Ministre qui a l'Administration dans ses attributions;
- Vu le procès-verbal de la réunion du Comité supérieur de Concertation de la Région Wallonne du 24 septembre 1993;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
- Vu l'urgence;
- Considérant qu'en raison de la modification de la structure du budget et de la réorganisation administrative, les arrêtés octroyant des délégations de pouvoirs aux fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne sont devenus *de facto* inapplicables;
- Considérant qu'il s'impose d'octroyer, sans retard, les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement du service public,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Région wallonne, affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit Ministère.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général ou d'un directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de la division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1er, sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire qui, au sein de sa division, possède la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur mais de rang 13 au moins.

Art. 3. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 4. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 5. Par dépense relative aux relations publiques au sens du présent arrêté, il faut entendre toute publication écrite ou audio- visuelle et toute action d'information et de sensibilisation du public ainsi que les frais accessoires y afférents.

TITRE II. — Délégations en matière de dépenses

CHAPITRE 1er. — Dispositions applicables au Secrétariat général et à la Chancellerie

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 6. Sans préjudice, en ce qui concerne le Service des Etudes et de la Statistique, du décret du 28 février 1991 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 7. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, des budgets de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau et de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V), et du budget de l'Agence Wallonne à l'Exportation (Titre VI) et relative aux relations publiques pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500 000 francs.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1er sont attribuées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de la division du secrétariat général.

Art. 8. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.02 du Titre I du programme 12 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative aux relations publiques :

- secrétaire général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général de la division du secrétariat général : 500 000 francs;
- directeur de la direction de la Communication et de l'Information : 75 000 francs.

Art. 9. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, des budgets de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau et de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et du budget de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI) et relative à la documentation générale :

- secrétaire général : 200 000 francs;
- inspecteur général de la Division de la Fonction publique : 100 000 francs;
- attaché responsable de la section de la Direction de l'Economat : : 50 000 francs.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 10. Sans préjudice, en ce qui concerne le Service des Etudes et de la Statistique, du décret du 28 février 1991 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des Divisions ou Directions relevant de leur autorité respective à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Gestion de l'infrastructure informatique du Ministère

Art. 11. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.11 du Titre I et sur l'article 74.06 du Titre II du programme 03 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la convention pour la gestion de l'infrastructure informatique du Ministère ainsi qu'à l'achat d'investissement en matière d'informatique, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500 000 francs.

Délégation est en outre accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.07 du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et relative à la fourniture de biens et services liés à la gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination des déchets, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Section 4. — Dépenses inhérentes aux activités de la division de la Fonction publique

Art. 12. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.03 du Titre I du programme 06 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la formation professionnelle :

- secrétaire général : 200 000 francs;
- inspecteur général de la Division de la Fonction publique : 75 000 francs;
- directeur de la direction de la Formation : 50 000 francs.

Section 5. — Dépenses inhérentes aux activités de la division du Personnel

Art. 13. Délégation est accordée au secrétaire général et à l'inspecteur général de la division du personnel pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel imputables aux articles correspondants de la classe 11 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et des Titres V et VI du budget général des dépenses de la Région wallonne, ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer les indemnités de personnel imputables aux articles de la classe 12 et toute autre dépense de personnel imputable sur des articles du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et des Titres V et VI du budget général des dépenses de la Région wallonne, à l'exclusion des dépenses des cabinets ministériels.

Section 6. — Dépenses inhérentes aux activités de la division de la Trésorerie et à la division du Budget et de la Comptabilité départementale

Art. 14. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables sur l'article 01.01 du Titre I du programme 07 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relatives aux remboursements généralement quelconques de l'administration :

- secrétaire général : 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 15. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la division de la Trésorerie pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables sur les articles des programmes 08, 09, 10 et 11 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant :

- 1° les intérêts de la dette régionale non spécialement affectée, y compris les charges accessoires;
- 2° l'amortissement de la dette régionale non spécialement affectée;
- 3° l'intervention dans les charges d'emprunt de la Société régionale wallonne du Logement et du Fonds du Logement des Familles nombreuses;
- 4° les intérêts dus aux organismes de financement sur les sommes qu'ils ont payées à titre de primes accordées aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux;
- 5° l'amortissement des sommes payées pour compte de la Région aux constructeurs et aux acheteurs de logements, à titre de primes accordées par la Région;
- 6° l'intervention dans les intérêts et les amortissements d'emprunts contractés par les pouvoirs locaux;
- 7° les subventions aux industries à titre d'intervention dans les charges d'intérêts des emprunts contractés auprès d'organismes financiers agréés pour le financement d'études et de réalisations en matière de prévention de la pollution des eaux industrielles (apurement du passé);
- 8° l'intervention dans les charges d'emprunt de la Société wallonne des Distributions d'eau;
- 9° les subventions aux industries à titre d'intervention de la Région dans les charges d'amortissement des emprunts (apurement du passé).

Section 7. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 16. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le secrétaire général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 2. — Dispositions applicables à la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 17. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 18. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs;

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 19. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles de la section 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 3. — Dispositions applicables à la Direction générale des Technologies et de la Recherche

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 20. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 21. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 22. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles de la section 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 4. — Dispositions applicables à la Direction générale des Pouvoirs locaux

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 23. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 24. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des Divisions ou Directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 25. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que les mises à disposition consenties dans le cadre des autorisations d'engagement accordées par le budget général des dépenses de la Région wallonne, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 5. — Dispositions applicables à la Direction générale des Relations extérieures

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 26. Sans préjudice, en ce qui concerne l'Agence wallonne à l'Exportation, du décret du Conseil Régional Wallon du 22 février 1990 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités de la division, de l'Agence ou des directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI), à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques, aux études ainsi que des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Art. 27. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale des Relations extérieures pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, des budgets de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau, de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI) et relative aux missions à l'étranger dûment approuvées par le secrétaire général et par les Ministres compétents conformément à la circulaire relative aux missions à l'étranger, à l'exception des missions de formation.

Le directeur général de la Direction générale des Relations extérieures a délégation pour approuver les décomptes relatifs aux frais de missions à l'étranger, à l'exception des missions de formation.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 28. Sans préjudice en ce qui concerne l'Agence wallonne à l'Exportation, du décret du Conseil Régional Wallon du 22 février 1990 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI) et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités de la division, de l'Agence ou des directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1 et 2

Art. 29. Sans préjudice en ce qui concerne l'Agence wallonne à l'Exportation, du décret du Conseil Régional Wallon du 22 février 1990 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI) et relative aux frais de fonctionnement des représentations et délégations à l'étranger :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Chaque délégué ou attaché de la Région wallonne à l'étranger a en outre délégation pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre de l'enveloppe qui lui est reconnue, les dépenses relatives aux frais mentionnés à l'alinéa 1er.

Art. 30. Sans préjudice en ce qui concerne l'Agence wallonne à l'Exportation, du décret du Conseil Régional Wallon du 22 février 1990 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 71.01 du Titre II du programme 02 de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et sur l'article 71.01 du budget de l'Agence wallonne à l'Exportation pour autant qu'elle se rapporte à l'achat ou à l'aménagement de terrains et bâtiments spécifiques aux activités de la Division, de l'Agence ou des Directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 31. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles 01.01 et 01.02 du Titre I du programme 03 de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et sur les crédits variables des programmes concernés, pour autant que la dépense se rapporte à des actions de promotion des relations transfrontalières soutenues par le FEDER ou à des programmes de coopération interrégionale sous la forme d'échanges d'expériences ou de réseaux soutenus par le FEDER :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 4. — Ordonnement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 32. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles de la section 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, sur les articles du budget des dépenses de l'Agence wallonne à l'Exportation (Titre VI) et sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 6

Dispositions applicables à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, analyses, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 33. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des Divisions, Sections ou Directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V), à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques, aux études ainsi que des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général ou directeur de station ou chef de station : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 34. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V), et se rapportant exclusivement à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions, sections ou directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général ou directeur de station ou chef de station : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la Nature et des Forêts et du Centre scientifique de Gembloux

Art. 35. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer dans le cadre des activités des Divisions, Sections ou Directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles 12.08 du Titre I du programme 01, 70.01 et 73.01 du Titre II du programme 01 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant l'entretien et l'amélioration des forêts domaniales et des maisons forestières, l'acquisition par la Région de forêts domaniales, l'aménagement par la Région des forêts domaniales et la construction des maisons forestières :

- directeur général : 1 250 000 francs
- inspecteur général ou directeur de station ou chef de station : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 36. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.11 du Titre I du programme 01 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant la masse d'habillement et les prestations de services liées à cette masse d'habillement :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 37. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.00 du Titre I du programme 01 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative aux dépenses généralement quelconques pour la création et l'entretien de champs d'expérimentation forestière et piscicole dans le cadre de la station de recherches forestières et hydrobiologiques à l'exception des dépenses de personnel et de biens et services non spécifiques :

- directeur de station : 1 250 000 francs;
- chef de section : 500 000 francs.

Art. 38. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense sur l'article 12.08 du Titre I du programme 02 et sur les articles 70.01 et 73.01 du Titre II du programme 02 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant l'entretien et l'amélioration des réserves naturelles domaniales, des espaces verts publics, des piscicultures et frayères, les améliorations cynégétiques, l'acquisition par la Région de réserves naturelles domaniales, d'espaces verts publics et de piscicultures ainsi que l'aménagement ou la construction par la Région de réserves naturelles domaniales, d'espaces verts publics, de piscicultures et de frayères et aménagements cynégétiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 39. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Chasse et de la Pêche pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 30.04 du Titre I du programme 02 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative au remboursement de permis de chasse.

Art. 40. Délégation est accordée au chef de cantonnement pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les fonds avancés au compte extraordinaire du cantonnement concerné sur les articles 12.08, Titre I, 73.01 et 74.06, Titre II de la section 13, programmes 01 et 02.

Section 4. - Dépenses inhérentes aux activités de la Division de l'Eau

Art. 41. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles 12.05 et 12.07 du Titre I du programme 05 et sur l'article 73.01 du Titre II du programme 05 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant les travaux d'entretien des cours d'eau non navigables et des ouvrages de régularisation du régime des eaux, les travaux en matière de lutte contre la pollution des nappes souterraines, de prévention des dommages causés aux nappes souterraines et au contrôle et à l'amélioration de la piézométrie ainsi que les travaux et études en matière de cours d'eau non navigables et de waterings, y compris la réhabilitation des sites dégradés situés dans le lit majeur des cours d'eau non navigables de première catégorie :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 50 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 42. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 01.01 du Titre II du programme 06 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant le Fonds pour la protection des eaux de surface :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 43. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 30.01 du Titre I du programme 05 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et se rapportant exclusivement à des indemnités auxquelles la Région wallonne a été condamnée à payer à des tiers :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 50 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 44. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 et 74.01 du budget de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (Titre V) et concernant l'achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'Entreprise, des travaux et acquisitions exécutés par l'Entreprise, y compris études et frais des travaux et études en matière de production et adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques, les travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1990 ainsi que l'achat de machines, mobilier, matériel y compris moyens de transport, à l'exception de biens et services non spécifiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur du Service de production et grand transport d'eau : 500 000 francs;
- directeur de la cellule administrative et directeur de complexe : 300 000 francs.

Art. 45. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.01 du budget de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (Titre V) et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'Entreprise régionale, y compris redevance et taxe relatives à l'application des décrets du 30 avril 1990, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale et aux biens et services non spécifiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur du Service de production et de grand transport d'eau : 500 000 francs;
- directeur de la cellule administrative et directeur de complexe : 300 000 francs.

Section 5. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division des Déchets

Art. 46. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles 12.04 et 14.01 du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et relative aux collectes de déchets spéciaux et matières récupérables ainsi qu'aux frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu des articles 16, 21 ou 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 47. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 73.01 du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et relative à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais, à l'exception des dépenses portant sur des biens et services non spécifiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 48. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.01 du budget de l'Office régional wallon des Déchets (Titre V) et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale, à l'exception des dépenses en matière de relations publiques, de documentation générale et de biens et services non spécifiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Art. 49. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 12.05 du budget de l'Office régional wallon des Déchets et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de la cellule « technologies propres » et « produits propres », pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1 250 000 francs, à l'exception des dépenses en matière de relations publiques, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 6. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol

Art. 50. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 73.01 du Titre II du programme 04 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant les investissements en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles à l'exception des dépenses en matière de biens et services non spécifiques :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs.

Section 7. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division des Pollutions industrielles

Art. 51. Délégation est accordée au directeur général et concurremment, pendant la durée de la garde du Service d'intervention urgente, à l'inspecteur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables sur l'article 14.02 du Titre I du programme 03 de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1 250 000 francs.

Section 8. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 52. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits ouverts sur les articles de la section 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, sur les articles du budget des Entreprises régionales (Titre V), sur les crédits variables des programmes concernés ainsi que les mises à disposition consenties dans le cadre des autorisations d'engagement accordées par le budget général des dépenses de la Région wallonne, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 7. — Dispositions applicables à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement

Section 1re. — Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 53. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des Divisions ou Directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les articles de la classe 12 du Titre I de la section 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques, aux études ainsi que des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 54. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les articles de la classe 74 du Titre II de la section 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des Divisions ou Directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général : 500 000 francs;
- directeur : 75 000 francs.

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1 et 2

Art. 55. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 80.01 du Titre II du programme 01 de la section 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la démolition d'immeubles et au déplacement d'installations fixes ou mobiles érigés ou installés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (y compris les travaux exécutés pour compte de tiers et avances récupérables), pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1 250 000 francs.

Art. 56. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'article 70.01 du Titre II du programme 02 de la section 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'acquisition par la Région d'immeubles nécessaires à la réalisation du programme et des plans, y compris les aménagements :

- directeur général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme : 500 000 francs.

Section 4. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 57. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits ouverts sur les articles de la section 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de relations publiques, de documentation générale, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE 8. — *Dispositions communes aux dépenses du Ministère de la Région wallonne*

Art. 58. § 1er. Lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou l'acheteur, les titulaires des fonctions mentionnées dans ces dispositions ont délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation du cahier spécial des charges ou des documents en tenant lieu, seul le secrétaire général, le directeur général concerné ou le directeur de station peut, dans le cadre des activités des services relevant de leur autorité respective, prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977, à savoir :

- décider des dérogations au cahier général des charges;
- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;
- prévoir l'octroi d'avances.

Art. 59. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le secrétaire général et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'inspecteur général de la Division du Secrétariat général, ont seuls délégation, en ce qui concerne les marchés relatifs aux activités du Service des Etudes et de la Statistique, pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6, 7 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, c'est-à-dire :

- décider des dérogations au cahier général des charges;
- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;
- imposer le contrôle des prix;
- prévoir l'octroi d'avances.

3° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché.

Les délégations visées à l'alinéa précédent ne sont octroyées que pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500 000 francs et jusqu'à concurrence globale annuelle de 20 millions de francs.

Art. 60. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le directeur général de la Direction générale des Relations extérieures et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'inspecteur général de l'Agence wallonne à l'Exportation, ont seuls délégation, en ce qui concerne les marchés relatifs aux activités de l'Agence wallonne à l'Exportation, pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6, 7 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, c'est-à-dire :

- décider des dérogations au cahier général des charges;
- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;
- imposer le contrôle des prix;
- prévoir l'octroi d'avances.

3° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché.

Les délégations visées à l'alinéa précédent ne sont octroyées que pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500.000 francs et jusqu'à concurrence globale annuelle de 20 millions de francs.

Art. 61. Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou le pouvoir subsidiant, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs peuvent être approuvés par les titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants et pourcentage du montant initial de la soumission repris en regard de leur grade :

- secrétaire général, directeur général, ou directeur de station : 15 % jusqu'à 1 250 000 francs.
- inspecteur général ou chef de section : 15 % jusqu'à 500 000 francs.
- directeur : 15 % jusqu'à 75 000 francs.

Art. 62. Les bons de commande et les projets de contrat portant sur l'acquisition, la location, l'entretien ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, lequel les communique, selon le cas, à la Direction de la gestion immobilière ou à la Direction de la gestion mobilière du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Sans préjudice de l'article 9 du présent arrêté, délégation est toutefois accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour signer le bon de commande ou le projet de contrat ainsi que pour approuver et ordonnancer les dépenses subséquentes :

- secrétaire général : 1 250 000 francs;
- inspecteur général responsable de l'Economat : 500 000 francs.

Art. 63. Le secrétaire général, les directeurs généraux et le directeur de station du Centre scientifique de Gembloux sont autorisés, dans les matières relevant de leur compétence respective, à procéder aux engagements provisionnels conformément aux dispositions de l'article 1er, 2°, a) de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'Etat.

Art. 64. Délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général et au directeur de station du Centre scientifique de Gembloux, pour les matières qui les concernent, pour autoriser le versement d'avances de fonds aux comptables extraordinaires désignés par le Gouvernement ou par le Ministre que le Gouvernement délègue, à l'exception des comptables extraordinaires des cabinets ministériels.

Le fonctionnaire délégué à cette fin fait rapport au Ministre habilité des avances de fonds qu'il a été amené à octroyer, accompagné, s'il échet, d'un avis de l'Inspection des Finances.

Art. 65. Chaque fonctionnaire délégué est tenu de communiquer mensuellement au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, par la voie hiérarchique :

1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;

2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1er sont transmis au secrétaire général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le secrétaire général communique lesdits documents aux Ministres fonctionnellement compétents.

Art. 66. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par les fonctionnaires délégués atteint 75 % des crédits prévus pour l'article budgétaire concerné. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

TITRE III. — Délégations particulières

CHAPITRE 1er. — Dispositions applicables au Secrétariat général

Section 1re. — Dispositions particulières à la Division du Budget et de la Comptabilité départementale

Art. 67. Le secrétaire général ou les fonctionnaires désignés à cet effet par celui-ci sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 68. L'inspecteur général de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale est désigné comme fonctionnaire de surveillance pour l'approbation des comptes des comptables extraordinaires, à l'exception des comptes des comptables extraordinaires des cabinets ministériels.

Section 2. — Dispositions particulières à la Division de la Trésorerie

Art. 69. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et à la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 70. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à mobiliser la ligne de crédit ouverte au nom du Trésor régional dans les écritures du caissier de la Région wallonne.

Art. 71. Dans le respect des modalités à déterminer par le Ministre ayant le budget dans ses attributions, l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats et ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée égale ou inférieure à un an, auprès des organismes financiers, afin d'assurer aux meilleures conditions l'équilibre de la Trésorerie régionale.

Art. 72. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à signer les contrats et à ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un an, décidée par le Ministre ayant le budget dans ses attributions.

Art. 73. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à signer les reconnaissances de créance et les certificats nominatifs adressés aux organismes financiers prenant part au préfinancement des primes allouées par la Région aux acheteurs et aux constructeurs de logements.

Art. 74. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions relatives aux emprunts régionaux garantis par l'Etat dans le cadre du mécanisme prévu par l'article 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 75. L'inspecteur général de la Division de la Trésorerie est habilité pour approuver les décomptes établis par le caissier de la Région relatifs aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte ainsi qu'aux frais et commissions bancaires divers.

Art. 76. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au Receveur général, au Receveur des Taxes et Redevances, au Comptable du Contentieux et au Comptable des Fonds en souffrance pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de leur gestion comptable.

Art. 77. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au Receveur général et au Receveur des Taxes et Redevances pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite ou de concordat, toute déclaration de créances qui précèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

Section 3. — Disposition particulière à la Division de la Fonction publique

Art. 78. Délégation est accordée au secrétaire général pour désigner les formateurs internes, parmi les fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne qui se sont portés candidats et qui justifient d'une expérience de la formation, pour autant que ces désignations ne portent pas préjudice à l'intérêt du service.

Le secrétaire général est en outre habilité à désigner des formateurs externes au Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE 2. — Dispositions applicables à la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

Section 1re. — Dispositions particulières à la Division de l'Emploi

Art. 79. Dans le cadre de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général de la Division de l'Emploi, au directeur de la Direction de l'Emploi et de l'Immigration ainsi qu'aux attachés de cette Direction pour statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail ainsi que sur les demandes de prorogation et de renouvellement de ceux-ci.

Section 2. — Dispositions particulières à la Division de l'Industrie et du Crédit public et à la Division des P.M.E. et de l'Agriculture

Art. 80. En vue de l'application des mesures prévues par la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, par la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ainsi que par les décrets du 25 juin 1992 modifiant les lois du 30 décembre 1970 et 4 août 1978, délégation est accordée au directeur général pour prendre :

1^o la décision d'adaptation proportionnelle de l'aide accordée lorsqu'une modification des investissements ou de l'emploi sans incidence sur les objectifs économiques d'un programme entraîne une modification des aides accordées et pour autant que ladite adaptation n'implique pas une réduction de l'incidence budgétaire supérieure à 20 % de l'aide initialement prévue;

2^o la décision de prolongation du délai de réalisation du programme d'investissements pour autant que cette prolongation n'excède pas 12 mois;

3^o la décision d'accélérer le paiement des primes en capital, selon un plan théorique de paiement basé sur la date d'introduction de la demande définitive, en cas de retards importants, mais non imputables aux entreprises, dans les décisions d'octroi ou dans la liquidation des primes en capital;

4^o la décision d'accepter des investissements complémentaires au programme d'investissement déposé, avant toute décision d'octroi;

5^o la décision d'autoriser une modification du programme admis au bénéfice des aides après la décision d'octroi à condition de ne pas dépasser les montants engagés;

6^o la décision d'étendre le délai de début de réalisation du programme d'investissements;

7^o la décision d'autorisation de débiter les investissements.

Art. 81. Dans le cadre du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de la Division de l'Industrie et du Crédit public, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

— directeur général : 50 000 000 francs;

— inspecteur général : 25 000 000 francs.

Les montants visés à l'alinéa 1er doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 82. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de la Division des P.M.E. et de l'Agriculture et de la Division de l'Industrie et du Crédit public, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides, jusqu'à concurrence des montants suivants :

— directeur général : 50 000 000 francs;

— inspecteur général : 25 000 000 francs;

— directeur : 20 000 000 francs;

— attaché (rangs 11 et 12) : 10 000 000 francs;

— attaché (rang 10) : 6 000 000 francs.

Les montants visés à l'alinéa 1er doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 83. Le fonctionnaire investi de délégations en vertu des articles 81 et 82 est habilité à prendre les décisions d'amortissement accéléré ainsi que les décisions d'exonération du précompte immobilier.

Art. 84. Pour les dossiers définitifs introduits, avant le 1er juillet 1992, en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions concernant :

1^o les modifications n'affectant pas la réalisation de l'opération ou les conditions de l'aide, notamment la réduction du taux d'intérêt et le changement d'organisme de crédit, pour autant que l'organisme choisi soit agréé ;

2^o les modifications au programme de prélèvement ou de remboursement n'impliquant aucun accroissement de la charge financière pour la Région wallonne;

3^o les demandes motivées de prolongation du délai imparti pour effectuer le premier prélèvement du crédit pour autant que la prolongation n'excède pas un an au-delà du délai prévu.

Art. 85. Dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, délégation est accordée au directeur général afin d'autoriser la réalisation, par un conseil, d'une étude de trois jours maximum.

Art. 86. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, délégation est accordée aux attachés de la Division des P.M.E. et de l'Agriculture pour accorder ou refuser des primes d'emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires visés à l'alinéa 1er, la délégation dont ils sont investis est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, soit au directeur de la Direction des P.M.E., soit à l'inspecteur général de la Division des P.M.E. et de l'Agriculture, soit au directeur général.

Art. 87. Le directeur général transmet mensuellement, suivant le cas, au Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ou au Ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, une copie des décisions prises sur base des articles 80 à 86 du présent arrêté ainsi que les relevés des ordres de liquidation.

Art. 88. Pour les dossiers définitifs introduits, avant le 1er juillet 1992, en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, délégation est accordée au directeur général pour approuver les déclarations de créance introduites par les organismes financiers agréés en vue de la liquidation des subventions-intérêts.

L'inspecteur général de la Division de l'Industrie et du Crédit public et l'inspecteur général de la Division des P.M.E. et de l'Agriculture sont toutefois habilités, dans le cadre des activités relevant de leur division respective, à approuver les déclarations de créances visées à l'alinéa 1er pour autant que celles-ci n'excèdent pas 10 millions de francs.

Art. 89. Délégation est accordée au directeur général pour :

1^o approuver les déclarations de créance de la Région wallonne relatives à la récupération des aides octroyées dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, de l'article 75 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires et des décrets du 25 juin 1992 modifiant les lois du 30 décembre 1970 et du 4 août 1978, à l'égard des personnes physiques ou des sociétés en faillite, en concordat ou en liquidation;

2^o se prononcer sur les propositions concordataires.

Art. 90. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions de retrait ou d'arrêt des aides en application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et des décrets du 25 juin 1992 modifiant ces lois.

CHAPITRE 3

Dispositions applicables à la Direction générale des Technologies et de la Recherche

Art. 91. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général ou dans les limites de leurs compétences respectives, à l'inspecteur général de la Division de l'Energie et des Aides aux Entreprises ou à l'inspecteur général de la Division de la Recherche, pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale des Technologies et de la Recherche, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Art. 92. Délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général de la Division de l'Energie et des Aides aux Entreprises, au directeur de la Direction de l'Energie de cette Division ou au chef de la Cellule distribution d'énergie de cette Direction, pour délivrer tout document octroyant des permissions ou autorisations de voiries relatives à la distribution de gaz et d'électricité.

Art. 93. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général :

1^o pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale des Technologies et de la Recherche à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;

2^o sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région wallonne dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région wallonne.

Art. 94. Délégation est accordée au directeur général pour désigner des participants aux activités relatives à la coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique (« COST ») et pour leur accorder le remboursement des frais de mission afférents à leur participation à ces activités.

CHAPITRE 4

Dispositions applicables à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Art. 95. Délégation est accordée aux directeurs des services extérieurs de la Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du sous-sol pour exercer la compétence dévolue au Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, en vertu de l'article 12 de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs.

Art. 96. Délégation est accordée au directeur général pour autoriser les transports de gibier vivant et des oeufs prévus à l'article 12 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 97. Délégation est accordée au directeur général pour autoriser les dérogations temporaires prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1987.

Art. 98. Délégation est accordée au directeur général pour exercer les actions prévues à l'article 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Le directeur général notifie sans retard au Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les décisions prises en vertu de l'alinéa 1er.

Art. 99. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts pour exercer la compétence dévolue au Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1984.

Art. 100. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts pour exercer la compétence dévolue au Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes.

Art. 101. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts pour exercer la compétence dévolue au Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu des articles 4 et 5 de l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 9 juillet 1987 relatif à la protection de l'entomofaune.

CHAPITRE 5. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement*

Art. 102. Délégation est accordée :

1^o au directeur de la Direction de l'Aménagement actif de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme pour l'approbation des avant-projets et cahiers des charges, en matière de travaux connexes au remembrement;

2^o à l'attaché affecté au Service extérieur compétent en matière de remembrement pour la représentation du Ministre lors des enquêtes publiques prescrites par la loi.

Art. 103. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement pour signer les conventions de baux à loyer et baux commerciaux relatives aux immeubles construits et/ou rénovés dans le cadre de la convention « Programme Logement — Crédits parallèles 1975-1976 », signée le 15 décembre 1977 entre l'Etat belge et la Société de Développement Régional pour la Wallonie.

Art. 104. Dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 103, délégation est accordée au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement, pour comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° modifications des actes de base des immeubles collectifs;
- 2° actes authentiques de vente et de cession de droits emphytéotiques relatifs aux terrains, logements, baux commerciaux, cours et garages;
- 3° mainlevées d'hypothèques;
- 4° libérations de caution constituée au titre de garantie locative;
- 5° actes de quittance avec ou sans paiement;
- 6° dispense d'inscription d'office.

Art. 105. Le fonctionnaire, mentionné aux articles 103 et 104 du présent arrêté, est désigné, dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 103 :

- 1° en qualité d'ordonnateur des recettes;
- 2° en qualité d'ordonnateur des dépenses relatives aux commandes de fournitures de travaux et de services nécessaires à l'entretien et à la réparation du patrimoine concerné, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 200.000 francs;
- 3° en qualité de représentant de la Région au sein des assemblées générales des copropriétaires ainsi que dans les conseils de gérance avec pouvoir d'engager la Région dans les limites des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 106. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Etudes et des Enquêtes pour donner mainlevée des inscriptions hypothécaires prises au profit de l'Etat ou de la Région en application des arrêtés d'exécution des articles 48 et 76 du Code du Logement restaurant des primes à l'acquisition.

Le directeur de la Direction des Aides aux Particuliers est autorisé, dans les mêmes conditions, à accorder cession de rang au profit de créances dont les inscriptions hypothécaires peuvent précéder en rang celles mentionnées à l'alinéa précédent.

CHAPITRE 6. — Dispositions communes aux différents départements du Ministère de la Région wallonne

Art. 107. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux taxes et redevances régionales, délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général, au directeur de station du Centre scientifique de Gembloux et aux fonctionnaires désignés à cet effet par le chef d'administration concerné pour ordonnancer, au profit de la Région wallonne, toute recette dans les matières relevant de leur compétence respective.

Art. 108. En vue de sauvegarder les droits de la Région wallonne dans les matières relevant de leur compétence respective, délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général ou au directeur de station du Centre scientifique de Gembloux pour prendre toute mesure conservatoire, notamment déposer au greffe du Tribunal de commerce compétent les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en concordat.

Art. 109. Délégation est accordée en cas d'urgence au secrétaire général, à chaque directeur général ou au directeur de station du Centre scientifique de Gembloux pour exercer ou faire exercer toute poursuite, contrainte ou diligence nécessaire, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux, tant en demandant qu'en défendant, utiliser toute voie de recours contre une décision judiciaire, constituer tous avocats et faire procéder à toute saisie.

Chaque fonctionnaire délégué notifie sans retard au Ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1er.

Titre IV. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 110. A titre transitoire, délégation est accordée :

1° au directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles 60.02 A 01, 60.02 A 02, 60.02 A 04 de la section 10 de la partie I du Titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne;

2° au directeur général de la Direction générale des Technologies et de la Recherche ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles 60.02 A de la section 10 de la partie I du Titre IV, 60.02 A, 60.07 A et 60.09 A de la section 10 de la partie II du Titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne;

3° au directeur général de la Direction générale des Relations extérieures ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur l'article 60.02 A 01 de la section 10 de la partie I du Titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne;

4° au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur l'article 60.02 A 01 de la section 10 de la partie I du Titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne;

5° au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les articles 60.02 A 01 de la section 10 de la partie I du Titre IV, 60.03 A de la section 10 de la partie II du Titre IV et 63.01 A de la section 33 de la partie II du Titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 111. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 1er septembre 1985 définissant les attributions de l'inspecteur général, adjoint au directeur d'administration à la Direction d'administration de l'Energie et des Technologies nouvelles;

2° l'arrêté ministériel du 8 novembre 1985 désignant les fonctionnaires et agents habilités à statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail, modifié par un arrêté ministériel du 29 septembre 1986 et par un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1989;

3° l'arrêté ministériel du 17 juillet 1986 relatif à la délégation de signature des déclarations de créance de la Région wallonne pour la récupération auprès des sociétés en faillite des aides octroyées dans le cadre des lois d'expansion économique;

4° l'arrêté ministériel du 1er décembre 1986 portant délégation de signature en matière d'arrêt et de retrait des aides;

- 5° l'arrêté ministériel du 1er décembre 1986 portant délégation de signature en matière d'accord et de refus d'exonération du précompte immobilier;
- 6° l'arrêté ministériel du 9 janvier 1987 accordant des délégations en matière de formation du personnel du Ministère de la Région wallonne;
- 7° l'arrêté ministériel du 23 janvier 1987 accordant des délégations en matière de gestion du personnel et d'affaires générales, modifié par des arrêtés ministériels des 15 avril 1987, 15 mai 1987, 15 janvier 1988, 24 octobre 1988 et 28 octobre 1988;
- 8° l'arrêté ministériel du 6 mai 1987 portant délégation de signature (D.G.E.E.);
- 9° l'arrêté ministériel du 25 juin 1987 portant désignation d'un ordonnateur délégué pour des recettes (D.G.E.E.);
- 10° l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 portant désignation d'un ordonnateur délégué en matière de recettes à recouvrer dans le domaine de la politique relative à la Recherche appliquée (Technologies nouvelles), modifié par un arrêté ministériel du 7 août 1987;
- 11° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 septembre 1987 portant délégation de pouvoir au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;
- 12° l'arrêté ministériel du 1er octobre 1987 accordant délégation de pouvoir aux fonctionnaires de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement — Inspection générale de l'Aménagement du Territoire;
- 13° l'arrêté ministériel du 7 octobre 1987 accordant des délégations au directeur général du Service juridique sur l'exercice des activités du Service juridique;
- 14° l'arrêté ministériel du 9 octobre 1987 accordant des délégations de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget en matière d'eau et de ressources du sous-sol, modifié par l'arrêté ministériel du 28 décembre 1988;
- 15° l'arrêté ministériel du 15 décembre 1987 accordant délégation de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget en ce qui concerne les dépenses destinées à couvrir les charges d'assurance groupe souscrite par l'ex-S.D.R.W.;
- 16° l'arrêté ministériel du 29 janvier 1988 accordant des délégations de pouvoirs et de signature pour l'exécution du budget au chef du Service de la Chancellerie;
- 17° l'arrêté ministériel du 29 janvier 1988 accordant des délégations au directeur d'administration de la Direction d'administration de l'Energie et des Technologies nouvelles (D.A.E.T.N.) pour la mise en oeuvre de la politique en matière de Technologies nouvelles;
- 18° l'arrêté ministériel du 29 janvier 1988 accordant des délégations de pouvoirs et de signature pour l'exécution du budget de l'Entreprise Régionale de production et d'adduction d'Eau;
- 19° l'arrêté ministériel du 1er février 1988 portant délégation de pouvoir à M. Robert Ponte;
- 20° l'arrêté ministériel du 1er février 1988 portant délégation de pouvoir à M. Charles Mertens;
- 21° l'arrêté de délégation du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne du 2 février 1988, modifié par l'arrêté ministériel du 30 juin 1988;
- 22° l'arrêté ministériel du 12 avril 1988 accordant des délégations de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget (D.G.P.L.);
- 23° l'arrêté ministériel du 18 avril 1988 portant délégation en matière budgétaire (D.G.E.E.);
- 24° l'arrêté ministériel du 27 avril 1988 accordant des délégations au directeur d'administration de la Direction d'Administration des Relations extérieures pour la mise en oeuvre de la politique en matière de Relations extérieures;
- 25° l'arrêté ministériel du 6 mai 1988 portant délégation en matière budgétaire (D.G.E.E.);
- 26° l'arrêté ministériel du 6 juin 1988 accordant des délégations de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget (D.G.P.L.);
- 27° l'arrêté ministériel du 15 juin 1988 accordant délégation à certains fonctionnaires pour l'exercice des compétences prévues à l'article 12 de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînement et d'essais de véhicules automoteurs;
- 28° l'arrêté ministériel du 12 septembre 1988 accordant délégation de pouvoir aux fonctionnaires de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement — Inspection générale de l'Aménagement du Territoire;
- 29° l'arrêté ministériel du 4 novembre 1988 accordant délégation de pouvoir à des fonctionnaires de l'Inspection générale de l'Aménagement du Territoire — Service du Remembrement;
- 30° l'arrêté ministériel accordant des délégations au directeur général du Service des Etudes, des Statistiques et de l'Informatique, en matière d'informatique.
- 31° l'arrêté ministériel du 3 mai 1989 de désignation d'un ordonnateur délégué au Québec;
- 32° l'arrêté ministériel du 5 mai 1989 accordant délégation à M. Jacques Reybroeck, directeur d'administration, pour la mise en oeuvre de la politique en matière de monuments et sites;
- 33° l'arrêté ministériel du 1er août 1989 accordant délégation à M. André Matthys;
- 34° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 mai 1990 octroyant des délégations de pouvoir pour l'exécution du budget (D.G.E.E.);
- 35° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 juillet 1990 portant délégation de pouvoir au directeur d'administration de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;
- 36° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 novembre 1990 octroyant des délégations de pouvoir aux fonctionnaires de la Direction générale des Technologies et de la Recherche du Ministère de la Région wallonne;
- 37° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 désignant un ordonnateur délégué en matière d'interventions communautaires de la Région wallonne dans le cadre de la coopération interrégionale et transfrontalière (FEDER);
- 38° l'arrêté ministériel du 1er août 1991 octroyant certaines délégations de pouvoirs et de signature aux fonctionnaires de la Division de la Trésorerie et de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale;
- 39° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992 portant délégation de compétences en matière de gestion des logements appartenant à la Région;
- 40° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992 portant délégation de signatures en matière de gestion des logements appartenant à la Région.

Art. 112. Les arrêtés ministériels de délégations de pouvoirs non visés à l'article 111 ainsi que les circulaires dont le contenu est contraire aux dispositions du présent arrêté, sont abrogés.

Art. 113. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 114. Les Ministres, membres du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
et des Relations extérieures,
G. SPIFAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration
et des Travaux subsidés,
G. MATHOT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 411

[C — 27049]

14. OKTOBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;
Aufgrund des Sondergesetzes vom 18. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der
Regionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 12;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung, abgeändert durch das Dekret
des Wallonischen Regionalrates vom 28. Februar 1991;

Aufgrund des Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, so wie es nachträglich
abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen auf dem Gebiet der gesetzlichen
Flurbereinigung bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten, abgeändert durch das Dekret des
Wallonischen Regionalrates vom 28. Februar 1991;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen,
Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere des Artikels 2 § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen auf dem Gebiet der gültigen
Flurbereinigung, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 28. Februar 1991;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es nachträglich
abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1978 zur wirtschaftlichen und Haushaltsreform, insbesondere des
Artikels 75;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch
die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. und vom 25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juni 1987, das die Dienststelle des
Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in
einen Regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt, abgeändert durch das Dekret vom
25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer
Wallonischen Exportagentur, insbesondere der Artikel 3 und 10;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer
Dienststelle für Studien und Statistiken, insbesondere der Artikel 3 und 10;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der
Verwendung von Zuschüssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, insbesondere des Arti-
kels 9, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1987;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Mai 1979, vom 4. Februar 1980, vom 20. August 1981, vom 30. März 1983, vom 19. August 1985 und vom 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Bau- und Arbeitsleistungs-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört;

Aufgrund des Protokolls der Versammlung des Hohen Konzertierungsausschusses der Wallonischen Region vom 24. September 1993;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Erlasse, mit denen den Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region Vollmachten erteilt werden, wegen der Änderung der Struktur des Haushaltsplans und der Neuorganisation der Verwaltung de facto nicht mehr angewandt werden können;

In der Erwägung, daß die Vollmachtserteilungen, die die reibungslose Arbeit des öffentlichen Dienstes erfordert, unverzüglich erfolgen müssen;

Beschließt die Wallonische Regierung:

Titel I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des ständigen Personals des Ministeriums der Wallonischen Region, die in die Planstellen dieses Ministeriums eingewiesen sind.

Die Vollmachten, die dem Inhaber einer Funktion erteilt werden, werden auch dem Beamten erteilt, der mit dieser Funktion betraut ist.

Art. 2. Wenn der Generalsekretär oder ein Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender Bestimmungen während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generalinspektor der betreffenden Abteilung.

Wenn ein Generalinspektor abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 erwähnten Vollmachten während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Beamten, der in seiner Abteilung das höchste Dienstalter im Dienstgrad des Ranges hat, der unmittelbar darunter liegt, jedoch mindestens Rang 13 ist.

Art. 3. Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten können aus irgendeinem Grund die Vollmachten ausüben, die letzterem durch vorliegenden Erlaß erteilt werden. Sie dürfen den vom bevollmächtigten Beamten gefaßten und mitgeteilten Beschluß jedoch nicht durch den ihrigen ersetzen.

Art. 4. Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es um den Abschluß eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

Art. 5. Unter Ausgaben in bezug auf Public Relations im Sinne vorliegenden Erlasses versteht man jede schriftliche oder audiovisuelle Veröffentlichung und jede Maßnahme zur Information und zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie die einschlägigen Nebenkosten.

Titel II. — Vollmachten im Bereich der Ausgaben

KAPITEL I. — Bestimmungen für das Generalsekretariat und die Kanzlei

Abchnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 6. Unbeschadet des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und Statistiken, was diese Dienststelle betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 7. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, der Haushaltspläne des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr und der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) und in bezug auf Public Relations festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 Franken nicht überschreitet.

Wenn der Generalsekretär abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er aufgrund von Absatz 1 versehen ist, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung des Generalsekretariats.

Art. 8. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten von Artikel 12.02 des Titels I des Programms 12 von Abschnitt 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf Public Relations festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor der Abteilung des Generalsekretariats: 500.000 Franken;
- Direktor der Direktion der Nachrichtenübermittlung und der Information: 75.000 Franken.

Art. 9. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, der Haushaltspläne des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr und der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) und in bezug auf allgemeine Dokumentation festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 200.000 Franken;
- Generalinspektor der Abteilung Öffentlicher Dienst: 100.000 Franken;
- Zuständiger Attaché der Abteilung Dokumentation — Bibliothek der Direktion der Materialabteilung: 50.000 Franken.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 10. Unbeschadet des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und Statistiken, was diese Dienststelle betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Verwaltung der EDV-Infrastruktur des Ministeriums

Art. 11. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten von Artikel 12.11 des Titels I und von Artikel 74.06 des Titels II des Programms 03 des Abschnitts 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf die Vereinbarung für die Verwaltung der EDV-Infrastruktur des Ministeriums sowie den Ankauf zur Investierung im EDV-Bereich festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 Franken nicht überschreitet.

Ferner wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.07 des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und in bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen in Zusammenhang mit der elektronischen Verarbeitung der Daten über die Überführung und die Beseitigung der Abfälle festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 Franken nicht überschreitet.

Abschnitt 4

Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Öffentlicher Dienst verbunden sind

Art. 12. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.03 des Titels I des Programms 06 von Abschnitt 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf die Berufsbildung festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 200.000 Franken;
- Generalinspektor der Abteilung Öffentlicher Dienst: 75.000 Franken;
- Direktor der Direktion der Ausbildung: 50.000 Franken.

Abschnitt 5

Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Personalabteilung verbunden sind

Art. 13. Dem Generalsekretär und dem Generalinspektor der Personalabteilung wird die Vollmacht erteilt, die Versetzungsverzeichnisse in bezug auf die Besoldungen und Zulagen des Personals zu Lasten der entsprechenden Artikel der Klasse 11 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und der Titel V und VI des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region zu unterzeichnen und die Personalvergütungen zu Lasten der Artikel der Klasse 12 und alle anderen Personalausgaben zu Lasten der Artikel des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und der Titel V und VI des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben der Kabinette, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 6. — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Finanzverwaltung und der Abteilung Haushalt und Buchführung des Ministeriums verbunden sind

Art. 14. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten des Artikels 01.01 des Titels I des Programms 07 des Abschnitts 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf sämtliche Rückzahlungen der Verwaltung festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 15. Dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten der Artikel der Programme 08, 09, 10 und 11 des Abschnitts 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, wobei diese Ausgaben folgendes betreffen:

- 1° die Zinsen der regionalen Schuld ohne spezielle Zweckbestimmung, einschließlich Nebenkosten;
- 2° die Tilgung der regionalen Schuld ohne spezielle Zweckbestimmung;
- 3° die Beteiligung an den Anleihekosten der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien und des Wohnungsfonds der Kinderreichen Familien;
- 4° die Zinsen, die den Finanzierungsträgern für die Beträge geschuldet werden, die sie als Prämien für die Erbauer und die Erwerber von Sozialwohnungen gezahlt haben;
- 5° die Tilgung der Beträge, die den Erbauern und den Erwerbenden von Wohnungen für Rechnung der Region als Prämien der Region ausgezahlt werden;
- 6° die Beteiligung an den Zinsen und den Tilgungen von Anleihen der Lokalen Behörden;

7° die Zuschüsse an Industriebetriebe als Beteiligung an der Zinsenlast für die Anleihen, die bei anerkannten Finanzinstituten aufgenommen worden sind für die Finanzierung der Studien und der Ausführung von Vorhaben im Bereich der Verhütung der Verschmutzung durch Industrieabwässer (Bereinigung der Schulden aus der Vergangenheit);

8° die Beteiligung an den Anleihekosten der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft;

9° die Zuschüsse an Industriebetriebe als Beteiligung der Region an den Kosten für die Tilgung der Anleihen (Bereinigung der Schulden aus der Vergangenheit).

Abschnitt 7. — Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 16. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generalsekretär bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln des Abschnitts 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der primäre Anweisungsbefugte in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL II. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 17. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 11 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken.
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland, auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 18. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 11 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 19. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 11 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL II. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Technologien und der Forschung

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 20. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland, auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 21. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Anweisung der Ausgaben,
für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 22. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL IV. — Bestimmungen für die Generaldirektion der lokalen Behörden

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 23. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland; auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 24. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Anweisung der Ausgaben,
für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 25. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie die im Rahmen der durch den allgemeinen Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region erteilten Genehmigungen zur Zahlungsverpflichtung gebilligten Bereitstellungen, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL V. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 26. Unbeschadet des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur, was diese Agentur betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilung, der Agentur bzw. der Direktionen, die ihnen unterstehen, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI), mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien sowie der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland, auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 27. Dem Generaldirektor der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, der Haushaltspläne des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr, der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) und in bezug auf ordnungsgemäß entsprechend dem Rundschreiben über Dienstreisen ins Ausland vom Generalsekretär und von den zuständigen Ministern genehmigte Dienstreisen ins Ausland, mit Ausnahme der Ausbildungsdienstreisen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen hat Vollmacht, die Abrechnungen in bezug auf die Kosten der Dienstreisen ins Ausland, mit Ausnahme der Ausbildungsdienstreisen, zu genehmigen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 28. Unbeschadet des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur, was diese Agentur betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilung, der Agentur bzw. der Direktionen, die ihnen unterstehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 gemeint sind

Art. 29. Unbeschadet des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur, was diese Agentur betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Abschnitts 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) und in bezug auf die Verwaltungskosten für die Vertretungen und die Delegationen im Ausland festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Ferner hat jeder Delegierte bzw. Attaché der Wallonischen Region im Ausland Vollmacht, im Rahmen des ihm zuerkannten Finanzvolumens die Ausgaben in bezug auf die in Absatz 1 erwähnten Kosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 30. Unbeschadet des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur, was diese Agentur betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 71.01 des Titels II des Programms 02 von Abschnitt 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Artikels 71.01 des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern sie den Ankauf bzw. die Einrichtung von spezifischen Grundstücken und Gebäuden für die Tätigkeiten der Abteilung, der Agentur bzw. der Direktionen betreffen, die ihnen unterstehen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 31. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel 01.01 und 01.02 des Titels I des Programms 03 von Abschnitt 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und zu Lasten der variablen Mittel der betreffenden Programme festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern die Ausgabe vom EFRE unterstützte Aktionen zur Förderung der grenzüberschreitenden Beziehungen oder vom EFRE unterstützte Programme zur interregionalen Zusammenarbeit in Form eines Austauschs von Erfahrungen oder Netzen betrifft:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 4. — Anweisung der Ausgaben,

für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist.

Art. 32. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, in den Artikeln des Haushaltsplans der Wallonischen Exportagentur (Titel VI) vorgesehenen Mittel und zu Lasten der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL VI. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Analysen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen.

Art. 33. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen, Sektionen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V), mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien sowie der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor oder Stationsdirektor oder Stationsleiter: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland, auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 34. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und ausschließlich in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen, Sektionen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor oder Stationsdirektor oder Stationsleiter: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Natur und Forstwesen und des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux verbunden sind

Art. 35. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen, Sektionen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.08 des Titels I des Programms 01, der Artikel 70.01 und 73.01 des Titels II des Programms 01 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Unterhalt und die Verbesserung der domanialen Wälder und der Forsthäuser, den Ankauf von domanialen Wäldern durch die Region, die Einrichtung der domanialen Wälder durch die Region und den Bau der Forsthäuser festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor oder Stationsdirektor oder Stationsleiter: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 36. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.11 des Titels I des Programms 01 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Bekleidungsfonds und die mit diesem Bekleidungsfonds verbundenen Dienstleistungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 37. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.60 des Titels I des Programms 01 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf sämtliche Ausgaben zur Errichtung und zum Unterhalt der Felder für forstwirtschaftliche und Fischzuchtversuche im Rahmen der Station für forstwirtschaftliche und hydrobiologische Forschungen, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Stationsdirektor: 1.250.000 Franken;
- Sektionsleiter: 500.000 Franken.

Art. 38. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.08 des Titels I des Programms 02, der Artikel 70.01 und 73.01 des Titels II des Programms 02 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Unterhalt und die Verbesserung der domanialen Naturschutzgebiete, der öffentlichen Grünanlagen, der Fischzuchtanlagen und der Laichplätze, auf die jagdlichen Verbesserungsarbeiten, auf den Erwerb von domanialen Naturschutzgebieten, von öffentlichen Grünanlagen, von Fischzuchtanlagen durch die Region sowie auf die Einrichtung bzw. die Errichtung von domanialen Naturschutzgebieten, von öffentlichen Grünanlagen, von Fischzuchtanlagen und von Laichplätzen und von jagdlichen Ausstattungen durch die Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 39. Dem Direktor der Direktion des Jagd- und Fischereiwesens wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 30.04 des Titels I des Programms 02 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf die Rückerstattung des Jagdscheins festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 40. Dem Leiter des Forstbezirks wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der vom außerplanmäßigen Buchführer des betreffenden Forstbezirks aufgrund der Artikel 12.08 Titel I, 73.01 und 74.06 Titel II des Abschnitts 13 Programme 01 und 02 vorgeschossener Gelder festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 4. — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Wasser verbunden sind

Art. 41. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel 12.05 und 12.07 des Titels I des Programms 05 und des Artikels 73.01 des Titels II des Programms 05 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf Arbeiten für den Unterhalt der nichtschiffbaren Wasserwege und der Anlagen zur Abfluregelung, Arbeiten zur Bekämpfung der Grundwasserverschmutzung, zur Verhütung der Schäden am Grundwasser und zur Kontrolle und Verbesserung des Fließdrucks sowie Arbeiten und Studien bezüglich nichtschiffbarer Wasserwege und Entwässerungsgesellschaften, einschließlich der Sanierung der im Hochwasserbett nichtschiffbarer Wasserwege der ersten Kategorie gelegenen beschädigten Stellen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 42. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 01.01 des Titels II des Programms 06 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Fonds für den Schutz des Oberflächenwassers festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 43. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 30.01 des Titels I des Programms 05 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und ausschließlich in bezug auf Entschädigungen, zu deren Zahlung die Wallonische Region zugunsten Dritter verurteilt worden ist, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 44. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 und 74.01 des Haushaltsplans des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr (Titel V) und in bezug auf den Ankauf von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Betriebs, auf Arbeiten und Ankäufe, die vom Betrieb vorgenommen werden, einschließlich der Studien und Kosten für die Arbeiten und Studien im Bereich der Wassergewinnung und -zufuhr, einschließlich der großen hydraulischen Arbeiten, der Verbesserungsarbeiten und der außerplanmäßigen Wartungsarbeiten, einschließlich der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990, mit Ausnahme von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel, mit Ausnahme von nicht spezifischen Gütern und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen: 500.000 Franken;
- Direktor der Verwaltungszelle und Direktor des Komplexes: 300.000 Franken.

Art. 45. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.01 des Haushaltsplans des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr (Titel V) und in bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge des Regionalen Betriebs, einschließlich der Gebühren und Steuern in bezug auf die Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation und auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen: 500.000 Franken;
- Direktor der Verwaltungszelle und Direktor des Komplexes: 300.000 Franken.

Abschnitt 5. - Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Abfälle verbunden sind

Art. 46. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel 12.04 und 14.01 des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und in bezug auf die Sammlung von Sonderabfällen und von rückgewinnbarem Material sowie auf die aufgrund der Artikel 16, 21 oder 23 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle von der Region vorgeschossenen außergewöhnlichen Kosten für die Behandlung, die Überführung bzw. die Beseitigung von Abfällen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 47. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 73.01 des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und in bezug auf die von der Dienststelle vorgenommenen Arbeiten und Ankäufe, einschließlich Studien und Kosten, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 48. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.01 des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle (Titel V) und in bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge der Dienststelle, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation und auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Art. 49. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 12.05 des Haushaltsplans der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle und in bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge der Zelle « saubere Technologien » und « saubere Produkte » festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 Franken nicht überschreitet, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Abschnitt 6. — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds verbunden sind

Art. 50. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 73.01 des Titels II des Programms 04 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf die Investitionen in Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Nutzung der Naturschätze, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken.

Abschnitt 7. — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Industrielle Umweltschäden verbunden sind

Art. 51. Dem Generaldirektor und, während der Dauer der Aufsicht des Noteinsatzdienstes, auch dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten des Artikels 14.02 des Titels I des Programms 03 von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 Franken nicht überschreitet.

Abschnitt 8. — Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 52. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, in den Artikeln des Haushaltsplans der regionalen Betriebe (Titel V) vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, sowie die im Rahmen der durch den allgemeinen Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region erteilten Genehmigungen zur Zahlungsverpflichtung gebilligten Bereitstellungen, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL VII. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens

Abschnitt 1. — Studien, Public Relations, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und anderen verschiedenen Dienstleistungen

Art. 53. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 12 des Titels I von Abschnitt 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, Studien sowie der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 Franken in bezug auf Dienstreisen ins Ausland, auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 2. — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 54. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Artikel der Klasse 74 des Titels II von Abschnitt 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor: 500.000 Franken;
- Direktor: 75.000 Franken.

Abschnitt 3. — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 gemeint sind

Art. 55. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 80.01 des Titels II des Programms 01 von Abschnitt 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den Abbruch von Gebäuden und die Versetzung fester oder beweglicher Anlagen, die in Übertretung der Bestimmungen des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches errichtet oder installiert worden sind, (einschließlich der für Rechnung Dritter ausgeführten Arbeiten und der rückzahlbaren Vorschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 Franken nicht überschreitet.

Art. 56. Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Artikels 70.01 des Titels II des Programms 02 von Abschnitt 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in bezug auf den von der Region getätigten Ankauf der zur Ausführung des Programms und der Pläne erforderlichen Gebäude, einschließlich der Einrichtungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau: 500.000 Franken.

Abschnitt 4. — Anweisung der Ausgaben,
für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 57. Unbeschadet der vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 befugt, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln von Abschnitt 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme, mit Ausnahme der Ausgaben in bezug auf Personal, Public Relations, allgemeine Dokumentation, Dienstreisen ins Ausland, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL VIII. — Gemeinsame Bestimmungen
für die Ausgaben des Ministeriums der Wallonischen Region

Art. 58. § 1. Wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die Wallonische Region Bauherr oder Erwerber ist, haben die Inhaber der in diesen Bestimmungen erwähnten Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge Vollmacht:

- 1° das Sonderlastenheft bzw. die Dokumente, die es ersetzen, zu bestimmen und zu genehmigen, die Vergabeart zu wählen, das Verfahren einzuleiten und den Auftrag abzuschließen;
- 2° die Kontrolle der Preise, wenn diese nicht Pflicht ist, unter den durch Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen vorzuschreiben;
- 3° die Handlungen in bezug auf die Ausführung des Auftrags vorzunehmen.

§ 2. In bezug auf die Genehmigung des Sonderlastenheftes oder der Dokumente, die es ersetzen, darf nur der Generalsekretär, der betreffende Generaldirektor bzw. der Stationsdirektor im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Dienststellen die durch die Artikel 3 § 2, 6 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 vorgesehenen Beschlüsse fassen, namentlich:

- 1° Abweichungen vom allgemeinen Lastenheft beschließen;
- 2° beschließen, nach vorläufigen Preisen oder aufgrund überprüfter Auslagen zu verhandeln;
- 3° die Gewährung von Vorschüssen vorsehen.

Art. 59. In Abweichung von den vorangehenden Bestimmungen sind der Generalsekretär und, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, der Generalinspektor der Abteilung des Generalsekretariats für Aufträge in bezug auf die Tätigkeiten der Dienststelle für Studien und Statistiken allein befugt:

- 1° das Sonderlastenheft bzw. die Dokumente, die es ersetzen, zu bestimmen und zu genehmigen, die Vergabeart zu wählen, das Verfahren einzuleiten und den Auftrag abzuschließen;
- 2° die durch die Artikel 3 § 2, 6, 7 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehenen Beschlüsse zu fassen, d.h.:

- Abweichungen vom allgemeinen Lastenheft zu beschließen,
- zu beschließen, nach vorläufigen Preisen oder aufgrund überprüfter Auslagen zu verhandeln,
- die Kontrolle der Preise vorzuschreiben,
- die Gewährung von Vorschüssen vorzusehen;

- 3° die Handlungen in bezug auf die Ausführung des Auftrags vorzunehmen.

Die im vorangehenden Absatz erwähnten Vollmachten werden nur erteilt, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 Franken nicht überschreitet, und bis in Höhe von insgesamt 20 Millionen pro Jahr.

Art. 60. In Abweichung von den vorangehenden Bestimmungen sind der Generaldirektor der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen und, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, der Generalinspektor der Wallonischen Exportagentur für Aufträge in bezug auf die Tätigkeiten der Wallonischen Exportagentur allein befugt:

- 1° das Sonderlastenheft bzw. die Dokumente, die es ersetzen, zu bestimmen und zu genehmigen, die Vergabeart zu wählen, das Verfahren einzuleiten und den Auftrag abzuschließen;

- 2° die durch die Artikel 3 § 2, 6, 7 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehenen Beschlüsse zu fassen, d.h.:

- Abweichungen vom allgemeinen Lastenheft zu beschließen,
- zu beschließen, nach vorläufigen Preisen oder aufgrund überprüfter Auslagen zu verhandeln,
- die Kontrolle der Preise vorzuschreiben,
- die Gewährung von Vorschüssen vorzusehen;

- 3° die Handlungen in bezug auf die Ausführung des Auftrags vorzunehmen.

Die im vorangehenden Absatz erwähnten Vollmachten werden nur erteilt, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 Franken nicht überschreitet, und bis in Höhe von insgesamt 20 Millionen pro Jahr.

Art. 61. Im Rahmen der Genehmigung zusätzlicher oder abändernder Arbeiten, für die die Wallonische Region Bauherr oder bezuschussende Behörde ist, können der Betrag einer Abrechnung bzw. die Gesamtheit der Beträge der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der Beträge und des Prozentsatzes des ursprünglichen Betrags der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Submission genehmigt werden:

- Generalsekretär, Generaldirektor oder Stationsdirektor: 15 % bis zu 1.250.000 Franken;
- Generalinspektor oder Sektionsleiter: 15 % bis zu 500.000 Franken;
- Direktor: 15 % bis zu 75.000 Franken.

Art. 62. Die Bestellscheine und die Vertragsentwürfe in bezug auf den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt, der sie je nach Fall an die Direktion für die Verwaltung des unbeweglichen Vermögens oder die Direktion für die Verwaltung des beweglichen Vermögens des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen weiterleitet.

Unbeschadet des Artikels 9 vorliegenden Erlasses wird jedoch den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, den Bestellschein bzw. den Vertragsentwurf zu unterzeichnen sowie nachfolgende Ausgaben zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär: 1.250.000 Franken;
- Für die Materialabteilung zuständiger Generalinspektor: 500.000 Franken.

Art. 63. Der Generalsekretär, die Generaldirektoren und der Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux dürfen in den Angelegenheiten, die zu ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich gehören, gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 Nr. 2 Lit. a) des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle der Einhaltung der Zahlungsverpflichtungen in den Dienststellen allgemeiner Verwaltung des Staates vorläufige Verpflichtungen eingehen.

Art. 64. Dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor und dem Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux wird für die Angelegenheiten, die sie betreffen, die Vollmacht erteilt, die Zahlung von Geldvorschüssen an die von der Regierung bzw. von dem von der Regierung beauftragten Minister bestimmten außerplanmäßigen Buchführer, mit Ausnahme der außerplanmäßigen Buchführer der Ministerkabinette, zu genehmigen.

Der zu diesem Zweck beauftragte Beamte erstattet dem zuständigen Minister Bericht über die Geldvorschüsse, die er gewähren mußte, und fügt gegebenenfalls ein Gutachten der Finanzinspektion bei.

Art. 65. Jeder beauftragte Beamte ist verpflichtet, dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region jeden Monat folgendes auf dem Dienstweg zukommen zu lassen:

1° eine Liste der Ausgabeverpflichtungen und der Ausgabenanweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses vorgenommen hat;

2° eine Bestandsaufnahme der neuen vermögensrechtlichen Anschaffungen unter Angabe der Inventarnummer, die dem Material zugeteilt worden ist, und seines Standortes.

Die in Absatz 1 erwähnten Dokumente werden dem Generalsekretär binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden monatlichen Zeitraums übermittelt. Der Generalsekretär leitet diese Dokumente an die Minister weiter, die von der Funktion her zuständig sind.

Art. 66. Die vorangehenden Bestimmungen führen nicht dazu, daß der primäre Anweisungsbefugte der Behörde nicht mehr dafür zuständig ist, alle im vorliegenden Erlaß erwähnten Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unbeschadet des Absatzes 1 werden die Vollmachten für die Verpflichtungen eingestellt, sobald der Betrag der von den beauftragten Beamten festgelegten Ausgaben 75 % der für den betreffenden Haushaltsartikel vorgesehenen Mittel überschreitet. Die Einstellung kann mit der vorherigen Erlaubnis des primären Ausgaben.

Titel III. — Sondervollmachten

KAPITEL I. — Bestimmungen für den Generalsekretär

Abschnitt 1. — Sonderbestimmungen für die Abteilung Haushalt und Buchführung des Ministeriums

Art. 67. Der Generalsekretär oder die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten sind bevollmächtigt, die Anweisungen von Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region zu unterzeichnen.

Art. 68. Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Buchführung des Ministeriums wird als Aufsichtsbeamter bestimmt, um die Rechnungen der außerplanmäßigen Buchführer, mit Ausnahme der Rechnungen der außerplanmäßigen Buchführer der Ministerkabinette, zu genehmigen.

Abschnitt 2. — Sonderbestimmungen für die Abteilung Finanzverwaltung

Art. 69. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Eröffnung und den Abschluß der Konten von den Finanzinstituten vornehmen zu lassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster der Unterzeichnung des planmäßigen Buchführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 70. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die im Namen der Regionalen Finanzverwaltung in den Geschäftsbüchern des Kassierers der Wallonischen Region eröffnete Kreditlinie flüssig zu machen.

Art. 71. Unter Beachtung der Modalitäten, die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, zu bestimmen sind, ist der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in bezug auf die bei den Finanzinstituten getätigten Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von höchstens einem Jahr anzuweisen, damit das Gleichgewicht der Regionalen Finanzverwaltung unter den besten Bedingungen gewährleistet wird.

Art. 72. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Verträge zu unterzeichnen und die Durchführungsmaßnahmen in bezug auf die Anleihen oder Anlagen mit einer von dem für den Haushalt zuständigen Minister beschlossenen Dauer von mehr als einem Jahr anzuweisen.

Art. 73. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Schuldanerkenntnisse und die Namensbescheinigungen zu unterzeichnen, die an die Finanzinstitute gerichtet werden, die an der Vorfinanzierung der Prämien teilnehmen, die die Region den Erwerbern bzw. Erbauern von Wohnungen gewährt.

Art. 74. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Beschlüsse in bezug auf die regionalen Anleihen zu fassen, die im Rahmen des in Artikel 54 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehenen Mechanismus vom Staat garantiert werden.

Art. 75. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die vom Kassierer der Region aufgestellten Abrechnungen in bezug auf die in Rechnung gestellten Soll- und Habenzinsen sowie auf verschiedene Kosten und Bankprovisionen zu genehmigen.

Art. 76. Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren, dem Buchführer der Streitsachenabteilung und dem Buchführer der Ruhenden Gelder die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in bezug auf Angelegenheiten, die zu ihrer Rechnungsführung gehören, angebracht sind.

Art. 77. Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer und dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs oder einem Vergleich sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

Abschnitt 3. — Sonderbestimmung für die Abteilung Öffentlicher Dienst

Art. 78. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die internen Ausbilder unter den Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die sich beworben haben und eine Erfahrung auf dem Gebiet der Ausbildung aufweisen, zu benennen, sofern diese Benennungen nicht dem Interesse des Dienstes schaden.

Ferner ist der Generalsekretär befugt, die Ausbilder zu benennen, die nicht zum Ministerium der Wallonischen Region gehören.

*KAPITEL III. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung**Abschnitt 1. — Sonderbestimmung für die Abteilung Beschäftigung*

Art. 79. Im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 34 vom 20. Juli 1967 über die Beschäftigung von Arbeitnehmern ausländischer Staatsangehörigkeit wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung, dem Direktor der Direktion für Beschäftigung und Einwanderung, den Attachés dieser Direktion die Vollmacht erteilt, über die Anträge auf Beschäftigungserlaubnis und auf Arbeitserlaubnis sowie die Anträge auf ihre Verlängerung bzw. Erneuerung zu befinden.

Abschnitt 2. — Sonderbestimmungen für die Abteilung Industrie und Öffentliche Kredite und die Abteilung KMB und Landwirtschaft

Art. 80. Zur Anwendung der Maßnahmen, die durch das Gesetz vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, durch das Gesetz vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, durch das Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung sowie durch die Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 und vom 4. August 1978 vorgesehen worden sind, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° den Beschluß zur proportionalen Anpassung der gewährten Beihilfe zu fassen, wenn eine Änderung der Investitionen bzw. der Beschäftigtenzahl ohne Auswirkung auf die wirtschaftlichen Ziele eines Programms eine Änderung der gewährten Beihilfen mit sich bringt und sofern die Haushaltsmittel durch diese Anpassung nicht mehr als um 20 % der ursprünglich vorgesehenen Beihilfe reduziert werden;

2° den Beschluß zur Verlängerung der Frist für die Verwirklichung des Investitionsprogramms zu fassen, sofern diese Verlängerung nicht über 12 Monate hinausgeht;

3° bei einem nicht auf den Betrieb zurückzuführenden beträchtlichen Verzug in der Entscheidung über die Gewährung einer Kapitalprämie bzw. in ihrer Auszahlung zu beschließen, die Zahlung der Kapitalprämie nach einem auf dem Datum der Einreichung des endgültigen Antrags beruhenden theoretischen Auszahlungsplan zu beschleunigen;

4° vor jedem Gewährungsbeschluß zu beschließen, zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm anzunehmen;

5° nach dem Gewährungsbeschluß zu beschließen, eine Änderung des für die Gewährung der Beihilfen zugelassenen Programms zu erlauben, sofern die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

6° den Beschluß zur Verlängerung der Frist für den Beginn der Ausführung des Investitionsprogramms zu fassen;

7° zu beschließen, daß die Investitionen in Angriff genommen werden dürfen.

Art. 81. Im Rahmen des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung Industrie und Öffentliche Kredite bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

— Generaldirektor: 50.000.000 Franken;

— Generalinspektor: 25.000.000 Franken.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschußbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor im Rahmen des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes ohne Begrenzung in bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 82. Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung KMB und Landwirtschaft und der Abteilung Industrie und Öffentliche Kredite bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

— Generaldirektor: 50.000.000 Franken;

— Generalinspektor: 25.000.000 Franken;

— Direktor: 20.000.000 Franken;

— Attaché (Ränge 11 und 12): 10.000.000 Franken;

— Attaché (Rang 10): 6.000.000 Franken.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschußbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor ohne Begrenzung in bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 83. Der aufgrund der Artikel 81 und 82 mit Vollmachten versehene Beamte ist befugt, die Beschlüsse zur beschleunigten Abschreibung sowie die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Art. 84. Für die in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe und des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung vor dem 1. Juli 1992 eingereichten endgültigen Akten wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zu fassen in bezug auf:

1° Abänderungen ohne Auswirkung auf die Verwirklichung des Vorhabens oder die Bedingungen zur Gewährung der Beihilfe, insbesondere die Reduzierung des Zinssatzes und den Wechsel der Kreditanstalt, sofern die gewählte Anstalt anerkannt ist;

2° Abänderungen des Programms für die Abhebung oder die Tilgung des Kredits, die keine Erhöhung der finanziellen Last für die Wallonische Region mit sich bringen;

3° begründete Anträge auf Verlängerung der zur ersten Abhebung des Kredits bewilligten Frist, sofern die Verlängerung nicht mehr als ein Jahr über die vorgesehene Frist hinausgeht.

Art. 85. Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Artikel 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Ausführung einer höchstens dreitägigen Studie durch einen Berater zu erlauben.

Art. 86. Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes wird den Attachés der Abteilung KMB und Landwirtschaft die Vollmacht erteilt, Beschäftigungsprämien zu gewähren oder zu verweigern.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Beamten abwesend oder verhindert sind, ergeht die Vollmacht, mit der sie versehen sind, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung entweder an den Direktor der Direktion der KMB oder an den Generalinspektor der Abteilung KMB und Landwirtschaft oder an den Generaldirektor.

Art. 87. Jeden Monat übermittelt der Generaldirektor dem für Wirtschaft zuständigen Minister bzw. dem für KMB zuständigen Minister eine Kopie der aufgrund der Artikel 80 bis 86 des vorliegenden Erlasses gefaßten Beschlüsse sowie die Verzeichnisse der Auszahlungsanweisungen.

Art. 88. Für die in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung und des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung vor dem 1. Juli 1992 eingereichten endgültigen Akten wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Schuldforderungen zu genehmigen, die die anerkannten Finanzinstitute im Hinblick auf die Auszahlung der Zinszuschüsse einreichen.

Der Generalinspektor der Abteilung Industrie und Öffentliche Kredite und der Generalinspektor der Abteilung KMB und Landwirtschaft sind jedoch befugt, im Rahmen der Tätigkeiten ihrer jeweiligen Abteilung die in Absatz 1 erwähnten Schuldforderungen zu genehmigen, sofern diese 10 Millionen Franken nicht überschreiten.

Art. 89. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° die Schuldforderungen der Wallonischen Region in bezug auf die Einforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, des Artikels 75 des Gesetzes vom 5. August 1978 über wirtschaftliche und Haushaltsreformen und der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 und vom 4. August 1978 gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften zu genehmigen, die einem Konkurs-, einem Vergleichsverfahren bzw. einer Liquidation unterliegen;

2° über die Vorschläge zu einem Vergleich zu entscheiden.

Art. 90. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zum Entzug oder zur Einstellung der Beihilfen in Anwendung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieser Gesetze zu fassen.

KAPITEL III. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Technologien und der Forschung

Art. 91. Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor oder, im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten, dem Generalinspektor der Abteilung Energie und Beihilfen für Betriebe bzw. dem Generalinspektor der Abteilung Forschung die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Generaldirektion der Technologien und der Forschung behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen der Antrag nicht günstig angenommen werden kann.

Art. 92. Dem Generaldirektor, dem Generalinspektor der Abteilung Energie und Beihilfen für Betriebe, dem Direktor der Direktion der Energie dieser Abteilung oder dem Leiter der Zelle Energieversorgung dieser Direktion wird die Vollmacht erteilt, jedes Dokument auszustellen, mit dem eine Genehmigung bzw. eine Erlaubnis für die Inanspruchnahme von Wegeanlagen in bezug auf die Gas- und Stromverteilung erteilt wird.

Art. 93. Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° die von der Generaldirektion der Technologien und der Forschung verwalteten Verträge in bezug auf Beihilfen während der Ausführung zu ändern, sofern der Zweck eingehalten wird und die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die im Namen der Wallonischen Region in diesen Verträgen bestimmten Rechte auszuüben und die Verpflichtungen zu erfüllen, die diese Verträge der Wallonischen Region auferlegen.

Art. 94. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Teilnehmer an den Tätigkeiten in bezug auf die Europäische Zusammenarbeit im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Forschung (« COST ») zu benennen und ihnen die Rückerstattung der Dienstreisekosten in Zusammenhang mit diesen Tätigkeiten zu gewähren.

KAPITEL IV. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Art. 95. Den Direktoren der Außendienste der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem für Umwelt zuständigen Minister aufgrund von Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen übertragen worden ist.

Art. 96. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 12 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd vorgesehenen Transporte von lebendigem Wild und von Eiern zu erlauben.

Art. 97. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 9 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1987, vorgesehenen zeitweiligen Abweichungen zu gewähren.

Art. 98. Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 28 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen.

Der Generaldirektor teilt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefaßten Beschlüsse mit.

Art. 99. Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister aufgrund von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz gewisser wild lebender einheimischer Wirbeltierarten, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 7. Februar 1984, übertragen worden ist.

Art. 100. Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister aufgrund von Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken übertragen worden ist.

Art. 101. Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister aufgrund der Artikel 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über den Schutz der Insekten übertragen worden ist.

KAPITEL V. — Bestimmungen für die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens

Art. 102. Vollmacht ergeht:

1° an den Direktor der Direktion der Aktiven Raumordnung der Abteilung Raumordnung und Städtebau für die Genehmigung der Vorentwürfe und Lastenhefte in bezug auf Arbeiten in Zusammenhang mit der Flurbereinigung;

2° an den dem für die Flurbereinigung zuständigen Außendienst zugeteilten Attaché für die Vertretung des Ministers bei den gesetzlich vorgeschriebenen öffentlichen Untersuchungen.

Art. 103. Dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen für Mietverträge bzw. Geschäftsraummietverträge in bezug auf die im Rahmen der am 15. Dezember 1977 zwischen dem Belgischen Staat und der Gesellschaft für die Entwicklung der Wallonischen Region unterzeichneten Vereinbarung « Programme Logement — Crédits parallèles 1975-1976 » gebauten bzw. renovierten Gebäude zu unterzeichnen.

Art. 104. Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 103 erwähnten Gebäude wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens die Vollmacht erteilt, bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

1° abänderungen der Grundakten für die kollektiven Gebäude;

2° notarielle Kaufverträge bzw. Urkunden über die Abtretung von Erbbaurechten in bezug auf Grundstücke, Wohnungen, Geschäftsraummietverträge, Höfe und Garagen;

3° aufhebungen von Hypotheken;

4° befreiung von einer Mietkaution;

5° quittungen mit oder ohne Zahlung;

6° befreiung von der Eintragung von Amts wegen.

Art. 105. Der in den Artikeln 103 und 104 des vorliegenden Erlasses erwähnte Beamte wird im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 103 erwähnten Gebäude benannt:

1° als Anweisungsbefugter für die Einnahmen,

2° als Anweisungsbefugter für die Ausgaben in bezug auf die Bestellung der zum Unterhalt und zur Instandsetzung des betreffenden Gutes erforderlichen Arbeiten und Dienstleistungen, sofern der Betrag der Ausgabe 200.000 Franken nicht überschreitet,

3° als Vertreter der Region bei den Generalversammlungen der Miteigentümer sowie in den Verwaltungsräten, wobei er das Recht hat, im Rahmen der Grundurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen.

Art. 106. Dem Direktor der Direktion der Studien und der Untersuchungen wird die Vollmacht erteilt, die Aufhebung der in Anwendung der Erlasse zur Durchführung der Artikel 48 und 76 des Wohnungsgesetzbuches zur Einführung einer Erwerbprämie zugunsten des Staates bzw. der Region vorgenommenen Hypothekeneintragungen anzuordnen.

Der Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen darf unter den gleichen Bedingungen Forderungen, deren hypothekarische Eintragungen im Rang vor den im vorangehenden Absatz erwähnten Eintragungen kommen können, den Vorrang einräumen.

KAPITEL VI. — Gemeinsame Bestimmungen

für die verschiedenen Verwaltungsabteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region

Art. 107. Unbeschadet der für die regionalen Abgaben und Gebühren geltenden Bestimmungen von Dekreten und Verordnungen wird dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor, dem Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux und den zu diesem Zweck vom betreffenden Verwaltungsleiter bestimmten Beamten die Vollmacht erteilt, jede Einnahme in den Angelegenheiten, für die sie jeweils zuständig sind, zugunsten der Wallonischen Region anzuweisen.

Art. 108. Dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor oder dem Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux wird zur Wahrung der Rechte der Wallonischen Region in den Angelegenheiten, die in ihre Zuständigkeit fallen, die Vollmacht erteilt, jede vorsorgliche Maßnahme zu ergreifen, insbesondere sämtliche Schuldforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Vergleichsverfahren eingeleitet worden ist, bei der Kanzlei des zuständigen Handelsgerichts einzureichen.

Art. 109. Im Notfall wird dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor oder dem Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux die Vollmacht erteilt, jede erforderliche Klage vor Gericht anzubringen, jeden erforderlichen Zwang auszuüben oder alle nötigen Schritte zu unternehmen, sowohl als Kläger wie auch als Beklagter vor Gerichtshöfen und Gerichten fordern oder laden zu lassen, jedes Rechtsmittel gegen eine gerichtliche Entscheidung zu benutzen, sämtliche Rechtsanwälte zu bestellen und jede Beschlagnahme vornehmen zu lassen.

Jeder bevollmächtigte Beamte teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefaßten Beschlüsse mit.

Titel IV. — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlußbestimmungen

Art. 110. Vortübergehend ergeht die Vollmacht:

1° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung oder an die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 für die Genehmigung und die Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Artikeln 60.02 A 01, 60.02 A 02, 60.02 A 04 des Abschnitts 10 des Teils I des Titels IV des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist;

2° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien und der Forschung oder an die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 für die Genehmigung und die Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in Artikel 60.02 A des Abschnitts 10 des Teils I des Titels IV, in den Artikeln 60.02 A, 60.07 A und 60.09 A des Abschnitts 10 des Teils II des Titels IV des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist;

3° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen oder an die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 für die Genehmigung und die Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in Artikel 60.02 A 01 des Abschnitts 10 des Teils I des Titels IV des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist;

4° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder an die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 für die Genehmigung und die Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in Artikel 60.02 A 01 des Abschnitts 10 des Teils I des Titels IV des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist;

5° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens oder an die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 für die Genehmigung und die Anweisung der Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in Artikel 60.02 A 01 des Abschnitts 10 des Teils I des Titels IV, in Artikel 60.03 A des Abschnitts 10 des Teils II des Titels IV und in Artikel 63.01 A des Abschnitts 33 des Teils II des Titels IV des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist.

Art. 111. Folgende Erlasse werden aufgehoben:

1° der ministerielle Erlaß vom 1. September 1985 zur Bestimmung der Zuständigkeiten des Generalinspektors, Beigeordnetef des Verwaltungsdirektors bei der Verwaltungsdirektion der Energie und der Neuen Technologien;

2° der ministerielle Erlaß vom 8. November 1985 zur Benennung der Beamten und Bediensteten, die befugt sind, über die Anträge auf Beschäftigungserlaubnis und Arbeitserlaubnis zu befinden, abgeändert durch einen ministeriellen Erlaß vom 29. September 1986 und durch einen Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1989;

3° der ministerielle Erlaß vom 17. Juli 1986 über die Übertragung der Berechtigung zur Unterschrift der Schuldforderungen der Wallonischen Region für die Einforderung der im Rahmen der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung gewährten Beihilfen bei Gesellschaften, die in Konkurs geraten sind;

4° der ministerielle Erlaß vom 1. Dezember 1986 zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung in bezug auf die Einstellung und den Entzug der Beihilfen;

5° der ministerielle Erlaß vom 1. Dezember 1986 zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung in bezug auf die Gewährung und die Verweigerung der Befreiung vom Immobilienvorabzug;

6° der ministerielle Erlaß vom 9. Januar 1987 zur Erteilung von Vollmachten in bezug auf die Ausbildung des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region;

7° der ministerielle Erlaß vom 23. Januar 1987 zur Erteilung von Vollmachten in bezug auf die Verwaltung des Personals und die allgemeinen Angelegenheiten, abgeändert durch die ministeriellen Erlasse vom 15. April 1987, vom 15. Mai 1987, vom 15. Januar 1988, vom 24. Oktober 1988 und vom 28. Oktober 1988;

8° der ministerielle Erlaß vom 6. Mai 1987 zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung);

9° der ministerielle Erlaß vom 25. Juni 1987 zur Benennung eines für die Einnahmen bevollmächtigten Anweisungsbefugten (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung);

10° der ministerielle Erlaß vom 26. Juni 1987 zur Benennung eines Anweisungsbefugten, der in bezug auf die im Bereich der Politik über die Angewandte Forschung beizutreibenden Einnahmen (Neue Technologien) bevollmächtigt ist, abgeändert durch einen ministeriellen Erlaß vom 7. August 1987;

11° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. September 1987 zur Erteilung von Vollmachten an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens;

12° der ministerielle Erlaß vom 1. Oktober 1987, mit dem den Beamten der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens — Generalinspektion der Raumordnung — Vollmachten erteilt werden;

13° der ministerielle Erlaß vom 7. Oktober 1987, mit dem dem Generaldirektor des Rechtsdienstes Vollmachten in bezug auf die Ausübung der Tätigkeiten des Rechtsdienstes erteilt werden;

14° der ministerielle Erlaß vom 9. Oktober 1987 zur Erteilung von Vollmachten und zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans in bezug auf Wasser und Bodenschätze, abgeändert durch den ministeriellen Erlaß vom 28. Dezember 1988;

15° der ministerielle Erlaß vom 15. Dezember 1987 zur Erteilung von Vollmachten und zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans in bezug auf die Ausgaben, die die Lasten für die von der früheren Gesellschaft für die Entwicklung der Wallonischen Region aufgenommene Gemeinschaftsversicherung decken sollen;

16° der ministerielle Erlaß vom 29. Januar 1988, mit dem dem Leiter des Kanzleidienstes Vollmachten und die Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans übertragen werden;

17° der ministerielle Erlaß vom 29. Januar 1988, mit dem dem Verwaltungsdirektor der Verwaltungsdirektion der Energie und der Neuen Technologien Vollmachten für die Ausführung der Politik im Bereich der Neuen Technologien übertragen werden;

18° der ministerielle Erlaß vom 29. Januar 1988 zur Erteilung von Vollmachten und zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans des Regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr;

19° der ministerielle Erlaß vom 1. Februar 1988, mit dem Hrn. Robert Ponte Vollmachten erteilt werden;

20° der ministerielle Erlaß vom 1. Februar 1988, mit dem Hrn. Charles Mertens Vollmachten erteilt werden;

21° der Erlaß vom 2. Februar 1988 zur Bevollmächtigung des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region, abgeändert durch den ministeriellen Erlaß vom 30. Juni 1988;

22° der ministerielle Erlaß vom 12. April 1988 zur Erteilung von Vollmachten und zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans (Generaldirektion der Lokalen Behörden);

23° der ministerielle Erlaß vom 18. April 1988 zur Vollmachtserteilung in bezug auf den Haushaltsplan

24° der ministerielle Erlaß vom 27. April 1988, mit dem dem Verwaltungsdirektor der Verwaltungsdirektion der Auswärtigen Beziehungen Vollmachten zur Durchführung der Politik im Bereich der Auswärtigen Beziehungen erteilt werden;

25° der ministerielle Erlaß vom 6. Mai 1988 zur Vollmachtserteilung in bezug auf den Haushaltsplan (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung);

26° der ministerielle Erlaß vom 6. Juni 1988 zur Erteilung von Vollmachten und zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung für die Ausführung des Haushaltsplans (Generaldirektion der Lokalen Behörden);

27° der ministerielle Erlaß vom 15. Juni 1988, mit dem gewissen Beamten Vollmachten zur Ausübung der in Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen vorgesehenen Zuständigkeiten erteilt werden;

28° der ministerielle Erlaß vom 12. September 1988, mit dem den Beamten der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens — Generalinspektion der Raumordnung — Vollmachten erteilt werden;

29° der ministerielle Erlaß vom 4. November 1988, mit dem Beamten der Generalinspektion der Raumordnung — Dienststelle für die Flurbereinigung — Vollmachten erteilt werden;

30° der ministerielle Erlaß, mit dem dem Generaldirektor der Dienststelle für Studien, Statistiken und Informatik Vollmachten im Bereich der Informatik erteilt werden;

31° der ministerielle Erlaß vom 3. Mai 1989 zur Benennung eines in Quebec bevollmächtigten Anweisungsbefugten;

32° der ministerielle Erlaß vom 5. Mai 1989, mit dem Herrn Jacques Reybroeck, Verwaltungsdirektor, Vollmachten zur Durchführung der Politik in bezug auf Denkmäler und Landschaften erteilt werden;

33° der ministerielle Erlaß vom 1. August 1989, mit dem Herrn André Matthys Vollmachten erteilt werden;

34° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Mai 1990 zur Erteilung von Vollmachten für die Ausführung des Haushaltsplans (Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung);

35° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Juli 1990, mit dem dem Verwaltungsdirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens Vollmachten erteilt werden;

36° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. November 1990, mit dem den Beamten der Generaldirektion der Technologien und der Forschung des Ministeriums der Wallonischen Region Vollmachten erteilt werden;

37° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Benennung eines Anweisungsbefugten für die gemeinschaftlichen Hilfen der Wallonischen Region im Rahmen der interregionalen und grenzüberschreitenden Zusammenarbeit (EFRE);

38° der ministerielle Erlaß vom 1. August 1991, mit dem den Beamten der Abteilung Finanzverwaltung und der Abteilung Haushaltsplan und Buchführung des Ministeriums gewisse Vollmachten und Unterschriftsberechtigungen erteilt werden;

39° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Oktober 1992 über die Übertragung von Zuständigkeiten in bezug auf die Verwaltung der Region gehörenden Wohnungen;

40° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Oktober 1992 zur Übertragung der Unterschriftsberechtigung in bezug auf die Verwaltung der Region gehörenden Wohnungen.

Art. 112. Ministerielle Erlasse über Vollmachtserteilungen, die nicht in Artikel 111 erwähnt sind, sowie Rundschreiben, deren Inhalt im Widerspruch zu den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses stehen, werden aufgehoben.

Art. 113. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Art. 114. Die Minister, Mitglieder der Regierung, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschulften Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 411

[C — 27049]

**14 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 12;
Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991;

Gelet op het Huisvestingswetboek;

Gelet op de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, zoals later gewijzigd;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendom in der minne, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie, zoals later gewijzigd;

Gelet op de wet van 5 augustus 1978 tot economische en budgettaire hervorming, inzonderheid op artikel 75;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 en 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juni 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap, inzonderheid op artikelen 3 en 10;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991 houdende oprichting van een Dienst Studien en Statistiek, inzonderheid op artikelen 3 en 10;

Gelet op de wetten op de rijksboekhouding, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort;

Gelet op het verslag van de vergadering van het Hoog Overlegcomité van het Waalse Gewest van 24 september 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat door de wijziging van de structuur van de begroting en door de nieuwe organisatie van de administratie, de besluiten tot delegatie van bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest *de facto* niet meer toepasselijk zijn;

Overwegende dat het geboden is de bevoegdheidsdelegaties onverwijld toe te kennen voor een goede werking van de openbare dienst,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De bevoegdheidsdelegaties worden toegekend aan de leden van het statutair personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest, aangesteld op betrekkingen van de personeelsformatie van genoemd Ministerie.

De delegaties toegekend aan de titularis van een functie worden ook toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

Art. 2. Bij afwezigheid of hinder van de secretaris-generaal of van een directeur-generaal en indien er geen andersluidende bepalingen zijn, worden zijn delegaties toegekend aan de inspecteur-generaal van de betrokkene afdeling voor de duur van zijn afwezigheid of hinder.

Bij afwezigheid of hinder van een inspecteur-generaal en voor de duur van zijn afwezigheid of hinder, worden zijn delegaties en de in het eerste lid vermelde delegaties toegekend aan de ambtenaar die, binnen zijn Afdeling, de grootste graadanciënniteit heeft in de graad van de onmiddellijke lagere rang maar die toch tot ten minste rang 13 behoort.

Art. 3. De hiërarchische meerderen van een gemachtigde ambtenaar kunnen, voor welke reden dan ook, de aan deze ambtenaar krachtens dit besluit toegekende delegaties waarnemen. Zij kunnen echter niet hun beslissing doen gelden in de plaats van die die door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekend zou zijn.

Art. 4. De bij dit besluit voorziene bedragen dekken de volledige uitgave en zijn zonder belasting op de toegevoegde waarde.

Voor een intekening op een abonnement op een magazine, een tijdschrift of op een databank of voor een huur dekt de uitgave de jaarlijkse kostprijs van het abonnement of van de huur met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 5. Onder uitgave betreffende public relations in de zin van dit besluit dient te worden verstaan iedere geschreven of audiovisuele publikatie en iedere actie voor de informatie en de bewustmaking van het publiek, alsmede de eraan verbonden bijkomende kosten.

TITEL II. — *Delegaties inzake uitgaven*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen toepasselijk op het Secretariaat-generaal en op de Kanselarij*

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 6. Wat betreft de Dienst Studiën en Statistiek, onverminderd het decreet van 28 februari 1991 waarbij hij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven bedoeld in bijzondere bepalingen van dit besluit binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- secretaris-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 7. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de begrotingen van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » en van het Office régional wallon des Déchets » (Titel V) en van de begroting van de « Agence wallonne à l'Exportation » (Titel VI) en betreffende de public relations voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger dan 500 000 frank is.

Bij afwezigheid of hinder van de secretaris-generaal worden de hem krachtens het eerste lid toegekende delegaties tijdens zijn afwezigheid of hinder aan de inspecteur-generaal van de afdeling Secretariaat-generaal toegekend.

Art. 8. Delegatie is toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven betreffende de public relations en aangerekend op artikel 12.02, Titel I, programma 12 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal : 500 000 frank;
- directeur van de Directie Communicatie en Informatie : 75 000 frank.

Art. 9. Delegatie is toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven betreffende algemene documentatie en aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de begrotingen van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » en van het « Office régional wallon des Déchets » (Titel V) en van de begroting van de « Agence wallonne à l'Exportation » (Titel VI), ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal : 200 000 frank;
- inspecteur-generaal van de Afdeling Openbaar Ambt : 100 000 frank;
- verantwoordelijke attaché van de Afdeling Documentatie-Bibliotheek van de Directie, personeelszorg : 50 000 frank.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 10. Wat betreft de Dienst Studiën en Statistiek, onverminderd het decreet van 28 februari 1991 waarbij hij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, met uitzondering van de uitgaven bedoeld in bijzondere bepalingen van dit besluit :

- secretaris-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Beheer van de informatica van het Ministerie

Art. 11. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.11, Titel I, en op artikel 74.06, Titel II, programma 03 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffend de overeenkomst voor het beheer van de informatica van het Ministerie, alsook voor de aankoop van investeringen inzake informatica, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 500 000 frank.

Delegatie is bovendien toegekend aan de secretaris-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.07 van de begroting van het « Office régional wallon des Déchets » (Titel V) en betreffend de levering van goederen en diensten verbonden aan het informaticabeheer van de gegevens met betrekking tot het vervoer en de vernietiging van afval, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 1 250 000 frank.

Afdeling 4. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Openbaar Ambt

Art. 12. Delegatie is toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven betreffende de beroepsopleiding en aangerekend op artikel 12.03, Titel I, programma 06 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal : 200 000 frank;
- inspecteur-generaal van de Afdeling Openbaar Ambt : 75 000 frank;
- directeur van de Directie Opleiding : 50 000 frank.

Afdeling 5. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Personeel

Art. 13. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel voor de ondertekening van de mutatiestaten van de bezoldigingen en toelagen van het personeel aangerekend op de desbetreffende artikelen van klasse 11 van Titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van Titels V en VI van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest, alsook voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van de vergoedingen van het personeel aangerekend op de artikelen van klasse 12 en van alle andere uitgaven inzake personeel aangerekend op artikelen van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van Titels V en VI van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest, uitgezonderd de uitgaven van de ministeriële kabinetten.

Afdeling 6. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Thesaurie en van de Afdeling Begroting en Departementale Boekhouding

Art. 14. Delegatie is toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven betreffende de terugbetalingen van diverse aard van de administratie en aangerekend op artikel 01.01, Titel I, programma 07 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 15. Delegatie is toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven aangerekend op de artikelen van de programma's 08, 09, 10 en 11 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende :

- 1° de interesten van de gewestelijke schuld die niet bepaald besteed is, met inbegrip van de bijhorende lasten;
- 2° de amortisatie van de gewestelijke schuld die niet bepaald besteed is;
- 3° de tussenkomst in de leningslasten van de « Société régionale wallonne du Logement en van het Fonds du logement des familles nombreuses »;
- 4° de aan de financiële instellingen verschuldigde interesten op bedragen die zij betaald hebben als premies toegekend aan bouwers en kopers van sociale woningen;
- 5° de amortisatie van de bedragen betaald voor rekening van het Gewest aan bouwers en kopers van sociale woningen als premies toegekend door het Gewest;
- 6° de tussenkomst in de interesten en amortisaties van leningen aangegaan door de plaatselijke besturen;
- 7° de toelage aan de industrieën als tussenkomst in de interestenlasten van leningen aangegaan bij erkende financiële instellingen voor de financiering van studies en werken inzake voorkoming van de vervuiling van industriewater (aanzuivering van het verleden);
- 8° de tussenkomst in de leningslasten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau »;
- 9° de toelagen voor industrieën als tussenkomst van het Gewest in de amortisatielasten van de leningen (aanzuivering van het verleden).

Afdeling 7. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 16. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de secretaris-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, alsook alle andere door de eerste ordonnateur aangerekende uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 17. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries en colloquia en aan vergaderingskosten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 18. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 19. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokken programma's, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 3. — Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 20. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries en colloquia en aan vergaderingskosten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 21. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 22. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring van en om opdracht te geven tot uitbetaling van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokkene programma's, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 4. — Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Plaatselijke Besturen

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 23. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries en colloquia en aan vergaderingskosten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 24. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 25. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring van en om opdracht te geven tot uitbetaling van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, alsook de terbeschikkingstellingen toegestaan binnen het kader van de machtigingen tot aanrekening toegestaan bij de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 5. — Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminars en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 26. Wat betreft de Agence wallonne de l'Exportation, onverminderd het decreet van 22 februari 1990 waarbij zij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de « Agence wallonne de l'Exportation » (Titel VI), met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, studies en uitgaven bedoeld in bijzondere bepalingen van dit besluit binnen het kader van de activiteiten van de afdeling, agentschap of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminars en colloquia en aan vergaderingskosten.

Art. 27. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de begrotingen van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau », van het « Office régional wallon des Déchets » (Titel V) en van de begroting van de « Agence wallonne à l'Exportation » (Titel VI) en betreffende de opdrachten in het buitenland behoorlijk goedgekeurd door de secretaris-generaal en door de bevoegde Ministers overeenkomstig de omzendbrief betreffende de opdrachten in het buitenland, uitgezonderd de vormingsopdrachten.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen voor de goedkeuring van de afrekening van de kosten verbonden aan de opdrachten in het buitenland, uitgezonderd de vormingsopdrachten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 28. Wat betreft de « Agence wallonne de l'Exportation », onverminderd het decreet van 22 februari 1990 waarbij zij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de « Agence wallonne de l'Exportation » (Titel VI), en betreffende aankopen van duurzame roerende goederen die specifiek zijn voor de afdeling, agentschap of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Uitgaven niet bedoeld in afdelingen 1 en 2

Art. 29. Wat betreft de « Agence wallonne de l'Exportation », onverminderd het decreet van 22 februari 1990 waarbij zij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, afdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de « Agence wallonne de l'Exportation » (Titel VI), en betreffende de werkingskosten van de vertegenwoordigingen en afvaardigingen in het buitenland :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Bovendien heeft iedere afgevaardigde of attaché van het Waalse Gewest in het buitenland delegatie voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van de uitgaven verbonden aan de in het eerste lid vermelde uitgaven binnen het kader van de hem toegewezen kredieten.

Art. 30. Wat betreft de « Agence wallonne de l'Exportation », onverminderd het decreet van 22 februari 1990 waarbij zij opgericht wordt, is, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 71.01, Titel II, programma 02 van afdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op artikel 71.01 van de begroting van de « Agence wallonne de l'Exportation » voor zover zij betrekking hebben op de aankoop of de inrichting van terreinen en gebouwen die specifiek zijn voor de activiteiten van de afdeling, de agentschap of de directies behorend tot hun respectievelijke bevoegdheid :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 31. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen 01.01 en 01.02, Titel I, programma 03, afdeling 16 van de administratieve begroting

van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokkene programmas, voor zover de uitgaven betrekking hebben op acties ter bevordering van de door de FEDER gesteunde grensrelaties of op interregionale coöperatieprogrammas onder de vorm van uitwisselingen van door de FEDER gesteunde experimenten of netwerken :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 4. — Ordonnancering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 32. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring van en om opdracht te geven tot uitbetaling van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, op de artikelen van de begroting van de « Agence wallonne à l'Exportation » (Titel VI) en op de variabele kredieten van de betrokkene programmas, uitgezonderd de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 6

Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Afdeling 1. Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 33. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de « Office régional wallon des Déchets » (Titel V), met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies en uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries en colloquia en aan vergaderingskosten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 34. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de « Office régional wallon des Déchets » (Titel V), bestemd uitsluitend voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen, secties of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal, stationdirecteur of stationchef : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3

Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Natuur en Bossen en van het Centre scientifique de Gembloux

Art. 35. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen 12.08, Titel I, programma 01; 70.01 en 73.01, Titel II, programma 01 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest in het kader van de activiteiten van de afdelingen, secties of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren en die betrekking hebben op het onderhoud en de verbetering van de domaniale bossen en boshuizen, de aankoop door het Gewest van domaniale bossen, de inrichting door het Gewest van domaniale bossen en de bouw van boshuizen :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal, stationdirecteur of stationchef : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 36. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.11, Titel I, programma 01 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende het kledingfonds en de dienstverleningen verbonden aan dit kledingfonds :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 37. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnancering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.60, Titel I, programma 01 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende uitgaven van alle aard voor de aanleg en het onderhoud van experimentatievelden voor bosbouw en visteelt in het kader van het station van bosbouw- en hydrobiologisch onderzoek, uitgezonderd de uitgaven inzake personeel en niet specifieke goederen en diensten :

- stationdirecteur : 1 250 000 frank;
- sectiechef : 500 000 frank.

Art. 38. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies vóór de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen 12.06, Titel I, programma 02 en op artikelen 70.01 en 73.01, Titel II, programma 02 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking hebben op het onderhoud en de verbetering van de domaniale bossen, van de publieke groene ruimtes, viskwekerijen en paaiplaatsen, op de verbeteringen voor de jacht, de aankoop door het Gewest van domaniale bossen, publieke groene ruimtes en viskwekerijen, alsook de aanleg of de inrichting door het Gewest van domaniale natuurreservaten, publieke groene ruimtes, viskwekerijen en van paaiplaatsen bossen en de bouw en op aanpassingen voor de jacht:

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal, stationdirecteur of stationchef : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 39. Delegatie is toegekend aan de directeur van de Directie Jacht en Visserij voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 30.04, Titel I, programma 02 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende de terugbetaling van jachtverloven.

Art. 40. Delegatie is toegekend aan de houtvesterijoverste voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de fondsen die door de buitengewone boekhouder van de betrokkene houtvesterij voorgeschoven zijn op artikelen 12.06, Titel I, 73.01 en 74.06, Titel II van afdeling 13, programmas 01 en 02.

Afdeling 4. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Water

Art. 41. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen 12.05 en 12.07, Titel I, programma 05 en op artikel 73.01, Titel II, programma 05 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking hebben op de onderhoudswerken van niet-bevaarbare waterlopen en van kunstwerken voor de regularisatie van het waterregiem, de werken inzake bestrijding van de verontreiniging van het grondwater, voorkoming van de schade veroorzaakt aan het grondwater en de controle en de verbetering van de piëzometrie, alsook op de werken en studies inzake niet-bevaarbare waterlopen en wateringten, met inbegrip van de rehabilitatie van geërodeerde sites in de hoofdbedding van niet bevaarbare waterlopen van de eerste categorie :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 42. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 01.01, Titel II, programma 06 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende het Fonds voor de bescherming van oppervlaktewater :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 43. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 30.01, Titel I, programma 05 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende de vergoedingen waartoe het Waalse Gewest veroordeeld werd voor uitbetaling aan derden :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 44. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikelen 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 en 74.01 van de begroting van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (Titel V) en betreffende de aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteit van het bedrijf, de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten voor werken en studies inzake de winning en het vervoer van water, met inbegrip van de grote waterwerken, de verbeteringswerken en uitzonderlijke onderhoud, de toepassing van de decreten van 30 april 1990 inbegrepen, alsook de aankoop van machines, meubelen, materielen en vervoermiddelen, met uitzondering van niet specifieke goederen en diensten :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur van de Dienst Winning en Groot Transport van Water : 500 000 frank;
- directeur van de administratieve cel en directeur van een complex : 300 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 45. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikelen 12.01 van de begroting van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (Titel V) en betreffende de levering van goederen, diensten en van intellectuele prestaties voor de uitvoering van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf, met inbegrip van retributies en taksen in verband met de toepassing van de decreten van 30 april 1990, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie en niet specifieke goederen en diensten :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur van de dienst winning en groot transport van water : 500 000 frank;
- directeur van de administratieve cel en directeur van een complex : 300 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 5. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Afval

Art. 46. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikelen 12.04 en 14.01 van de begroting van de « Office régional wallon des déchets » (Titel V) en betreffende de inzameling van speciale afval en van recycleerbare materies, alsook de uitzonderlijke kosten voor de behandeling, het vervoer of de vernietiging van afval, die door het Gewest voorgeschoten zijn overeenkomstig artikelen 16, 21 of 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende afval :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 47. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 73.01 van de begroting van de « Office régional wallon des déchets » (Titel V) en betreffende door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, studies en kosten inbegrepen maar met uitzondering van uitgaven met betrekking tot niet specifieke goederen en diensten :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 48. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.01 van de begroting van de « Office régional wallon des déchets » (Titel V) en betreffende de levering van goederen, diensten en van intellectuele prestaties voor de uitvoering van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie en niet specifieke goederen en diensten :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Art. 49. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 12.05 van de begroting van de « Office régional wallon des déchets » en betreffende de levering van goederen, diensten en van intellectuele prestaties voor de uitvoering van de opdrachten van de cel « technologies propres » en « produits propres » voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 1 250 000 frank, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie en niet specifieke goederen en diensten.

Afdeling 6. — Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en Ondergrondbeheer

Art. 50. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 73.01, Titel II, programma 04 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende de investeringen in verband met de oprichting van natuurlijke hulpbronnen, uitgaven inzake niet specifieke goederen en diensten uitgesloten :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank.

*Afdeling 6**Uitgaven verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Industriële Vervuilingen*

Art. 51. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal en tegelijk aan de inspecteur-generaal tijdens de wacht dienst van de « Service d'intervention urgente » voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 14.02, Titel I, programma 03 van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 1 250 000 frank.

Afdeling 8. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 52. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring van en om opdracht te geven tot uitbetaling van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, op de artikelen van de begroting van de gewestelijke bedrijven (Titel V) en op de variabele kredieten van de betrokkene programma's, alsook op de terbeschikkingstellingen toegestaan binnen het kader van de machtigingen tot aanrekening toegestaan bij de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest, uitgezonderd de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 7. — Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

Afdeling 1. — Studies, public relations, documentatie, deelneming aan seminars en colloquia, vergaderingskosten, expertises, procedurekosten, erelonen van advocaten, aankopen van niet-duurzame roerende goederen en andere diensten van verschillende aard

Art. 53. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 12, Titel I, afdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven betreffende public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren en uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven tot 100 000 frank verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminars en colloquia en aan vergaderingskosten.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 54. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op de artikelen van klasse 74, Titel II, afdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank;
- directeur : 75 000 frank.

Afdeling 3. — Uitgaven niet opgenomen in afdelingen 1 en 2

Art. 55. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van uitgaven aangerekend op artikel 80.01, Titel II, programma 01 van afdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en betreffende de afbraak van gebouwen en de verplaatsing van vaste of mobiele installaties opgericht of geplaatst in overtreding van de bepalingen van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening en stedenbouw (werken uitgevoerd voor rekening van derden en terugvorderbare voorschotten inbegrepen), voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 1 250 000 frank.

Art. 56. Delegatie is toegekend, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, aan de titularissen van volgende functies voor de vastlegging, de goedkeuring en voor de ordonnanciering van alle uitgaven aangerekend op artikel 70.01, Titel II, programma 02 van afdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop door het Gewest van gebouwen nodig voor de uitvoering van het programma en van plannen, inrichting inbegrepen :

- directeur-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal : 500 000 frank.

Afdeling 4. — Ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur

Art. 57. Onverminderd de voorafgaande bepalingen zijn de directeur-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 bevoegd voor de goedkeuring van en om opdracht te geven tot uitbetaling van de uitgaven aangerekend door de eerste ordonnateur op de kredieten van de artikelen van afdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokken programma's, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK 8. — Bepalingen eigen aan de uitgaven van het Ministerie van het Waalse Gewest

Art. 58. § 1. Indien de door de bepalingen van dit besluit toegekende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Waalse Gewest opdrachtgever of koper is, hebben de titularissen van de in deze bepalingen vermelde functies delegatie, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, om :

1° het bestek of de daarvoor geldende documenten vast te stellen en goed te keuren, over te gaan tot de gunning van een opdracht, de vastlegging van een procedure en de afsluiting van een opdracht;

2° de controle van de prijzen op te leggen, indien hij niet verplicht is, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° handelingen te verrichten betreffende de uitvoering van de opdracht.

§ 2. Wat betreft de goedkeuring van het bestek of van de daarvoor geldende documenten kunnen alleen de secretaris-generaal, de betrokken directeur-generaal of stationdirecteur, binnen het kader van de activiteiten van de diensten die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, de beslissingen nemen, die voorzien zijn bij artikelen 3 § 2, 6 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977, met name :

- afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden beslissen;
- beslissen te handelen met voorlopige prijzen of onder terugbetaling;
- het toekennen van voorschotten voorzien.

Art. 59. In afwijking van de voorafgaande bepalingen hebben alleen de secretaris-generaal en, indien hij afwezig of verhinderd is, de inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal delegatie voor de opdrachten in verband met de activiteiten van de Dienst Studïën en Statistiek om :

1° het bestek of de daarvoor geldende documenten vast te stellen en goed te keuren, over te gaan tot de gunning van een opdracht, de vastlegging van een procedure en de afsluiting van een opdracht;

2° de beslissingen te nemen, die voorzien zijn bij artikelen 3, § 2, 6, 7 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, hetzij :

- afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden beslissen;
- beslissen te handelen met voorlopige prijzen of onder terugbetaling;
- het toekennen van voorschotten voorzien.

3° handelingen te verrichten betreffende de uitvoering van de opdracht.

De in het vorige lid voorziene delegaties worden alleen toegewezen indien het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 500 000 frank en ten belope van een jaarlijks totaal bedrag van 20 miljoen frank.

Art. 60. In afwijking van de voorafgaande bepalingen hebben alleen de directeur-generaal van de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen en, indien hij afwezig of verhinderd is, de inspecteur-generaal van de « Agence wallonne à l'Exportation » delegatie voor de opdrachten in verband met de activiteiten van de « Agence wallonne à l'Exportation » om :

1° het bestek of de daarvoor geldende documenten vast te stellen en goed te keuren, over te gaan tot de gunning van een opdracht, de vastlegging van een procedure en de afsluiting van een opdracht;

2° de beslissingen te nemen, die voorzien zijn bij artikelen 3, § 2, 6, 7 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, hetzij :

- afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden beslissen;
- beslissen te handelen met voorlopige prijzen of onder terugbetaling;
- het toekennen van voorschotten voorzien.

3^o handelingen te verrichten betreffende de uitvoering van de opdracht.

De in het vorige lid voorziene delegaties worden alleen toegewezen indien het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 500 000 frank en ten belope van een jaarlijks totaal bedrag van 20 miljoen frank.

Art. 61. In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerken waarvoor het Waalse Gewest de opdrachtgever of de subsidiërende overheid is, kunnen het bedrag van de afrekening of het totaal bedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de titularissen van volgende functies, ten belope van de bedragen en fracties van het oorspronkelijk bedrag van de inschrijving zoals vermeld tegenover hun graad :

- secretaris-generaal, directeur-generaal of stationsdirecteur : 15 % tot 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal of sectiehoofd : 15 % tot 500 000 frank;
- directeur : 15 % tot 75 000 frank.

Art. 62. De bestelbons en de ontwerpen van kontrakt voor de aankoop, de huur, het onderhoud of de herstelling van niet specifieke goederen of diensten worden overgemaakt aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest, die ze doet toekomen, naar gelang het geval, aan de Directie Beheer van onroerende goederen of aan de Directie Beheer van roerende goederen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Onverminderd artikel 9 van dit besluit wordt delegatie nochtans toegekend aan de titularissen van volgende functies, ten belope van het bedrag vermeld tegenover hun graad, voor de ondertekening van de bestelbon of van het ontwerp van kontrakt, alsook voor de goedkeuring van en voor de ordonnanciering van de daaraan verbonden uitgaven :

- secretaris-generaal : 1 250 000 frank;
- inspecteur-generaal, verantwoordelijk van de Huishoudelijk Dienst : 500 000 frank.

Art. 63. De secretaris-generaal, de directeurs-generaal en de directeur van het station « Centre scientifique de Gembloux » zijn gemachtigd, voor de aangelegenheden die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, om over te gaan tot provisionele vastleggingen overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, 2^o, a) van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

Art. 64. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal en aan de directeur van het station « Centre scientifique de Gembloux » voor de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, om het storten te machtigen van geldvoorschotten aan de buitengewone boekhouders die door de Regering aangesteld zijn of door de door de Regering gedelegeerde Minister, met uitzondering van de buitengewone boekhouders van de ministeriële kabinetten.

De daartoe gedelegeerde ambtenaar brengt verslag uit bij de Minister over de geldvoorschotten die hij toekent, met, indien nodig, een advies van de Inspectie van Financiën.

Art. 65. Iedere gedelegeerde ambtenaar is ertoe gehouden maandelijks aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest doen toe te komen langs de hiërarchische weg :

1^o een lijst van de vastleggingen en ordonnancieringen die hij uitgevoerd heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2^o een lijst van de nieuwe patrimoniale aanwinsten, met vermelding van het aan het materieel toegekende inventarisnummer en van zijn localisatie.

De in het eerste lid vermelde bescheiden worden aan de secretaris-generaal overgemaakt binnen een termijn van vijftien dagen na het einde van de betrokken maand. De secretaris-generaal maakt genoemde bescheiden over aan de functioneel bevoegde ministers.

Art. 66. De voorafgaande bepalingen hebben niet tot doel de bevoegdheid tot vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle bij dit besluit bedoelde uitgaven aan de eerste ordonnateur te onttrekken.

Onverminderd het eerste lid worden de bevoegdheidsdelegaties inzake vastleggingen opgeheven zodra het bedrag van de door de gedelegeerde ambtenaar vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de voorziene kredieten op het betrokkene begrotingsartikel. Er kan een einde gemaakt worden aan de opheffing door voorafgaande machtiging van de eerste ordonnateur.

Het tweede lid is niet toepasselijk op vaste uitgaven.

TITEL III. — Bijzondere delegaties

HOOFDSTUK I. — Bepalingen toepasselijk op het secretariaat-generaal

Afdeling 1. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Begroting en Departementale Boekhouding

Art. 67. De secretaris-generaal of de daartoe door hem aangestelde ambtenaren hebben delegatie om de ordonnancieringen van de uitgaven ten laste van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest te ondertekenen.

Art. 68. De inspecteur-generaal van de Afdeling Begroting en Departementale Boekhouding wordt aangesteld als ambtenaar belast met de controle van de goedkeuring van de rekeningen van de buitengewone boekhouders, met uitzondering van de rekeningen van de buitengewone boekhouders van de ministeriële kabinetten.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Thesaurie

Art. 69. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de financiële instellingen doen over te gaan tot de opening en de sluiting van de rekeningen en er de werkingsmodaliteiten van vast te stellen. Hij doet aan deze instellingen de modellen van de handtekening van de boekhouder-titularis en van de eventuele mede-ondertekenaars en plaatsvervangers.

Art. 70. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de kredietlijn geopend op de naam van de regionale schatkist in de boekhouding van de kassier van het Waalse Gewest los te maken.

Art. 71. In de naleving van de modaliteiten te bepalen door de Minister, tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, is de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie gemachtigd beslissingen te nemen, overeenkomsten afsluiten en uitvoeringsbeslissingen te bevelen inzake lenings- of beleggingsverrichtingen van een duur gelijk aan of minder dan een jaar bij financiële instellingen om het evenwicht van de regionale thesaurie onder de beste omstandigheden te verzekeren.

Art. 72. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de overeenkomsten te tekenen en de uitvoeringsmaatregelen te bevelen inzake lenings- of plaatsingsverrichtingen van meer dan een jaar en besloten door de Minister, tot wiens bevoegdheden de begroting behoort.

Art. 73. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de schuldbekentenissen en de nominatieve certificaten te ondertekenen, die gericht zijn aan de financiële instellingen die deelnemen aan de vooruitfinanciering van de premies toegekend door het Gewest aan de kopers en bouwers van woningen.

Art. 74. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de beslissingen te nemen betreffende de door de Staat gewaarborgde regionale leningen in het kader van de regeling voorzien bij artikel 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1988 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

Art. 75. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd voor de goedkeuring van de door de kassier van het Gewest opgestelde afrekeningen betreffende de in rekening gebracht debetrente en creditrente alsook de verschillende bankkosten en -commissies.

Art. 76. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur is delegatie toegekend aan de algemeen ontvanger, aan de ontvanger van taksen en retributies, aan de boekhouder van de Geschillen en aan de rekenplichtige der liggende gelden om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, beroep in te dienen of hieromtrent ieder gepast beroep in te dienen in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding behoren.

Art. 77. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur is delegatie toegekend aan de algemeen ontvanger en aan de ontvanger van taksen en retributies om alle vrijwarende maatregelen te treffen, in het bijzonder, in geval van failliet of van akkoord, de ondertekening en indiening van alle schuldbekentenissen voortkomend uit aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding behoren.

Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Openbaar Ambt

Art. 78. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal om de inwendige vormers aan te wijzen tussen de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, die zich als kandidaat voorgesteld hebben en die een vormingservaring kunnen rechtvaardigen, voor zover dat deze aanwijzingen niet tegenstrijdig zijn met het belang van de dienst.

De secretaris-generaal is bovendien gemachtigd vormers aan te wijzen die extern zijn aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK 2

Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling

Afdeling 1. — Bepaling eigen aan de Afdeling Tewerkstelling

Art. 79. Binnen het kader van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1987 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit is delegatie toegekend aan de directeur-generaal, de inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling, aan de directeur van de Directie Tewerkstelling en Immigratie, alsook aan de attachés van deze Directie om een beslissing te nemen betreffende de aanvragen voor een machtiging tot tewerkstelling en voor een arbeidsvergunning, alsook de aanvragen voor verlenging of vernieuwing ervan.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet en aan de Afdeling KMO's en Landbouw

Art. 80. Voor de toepassing van de bepalingen voorzien bij de wet van 17 juli 1959 houdende instelling en coördinatie van maatregelen met het oog op de bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie, alsook bij de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en 4 augustus 1978, is delegatie toegekend aan de directeur-generaal om te beslissen over :

1° de geleidelijke aanpassing van de tegemoetkoming toegestaan bij een wijziging van de investeringen of van de tewerkstelling zonder invloed op de economische doelstellingen van een programma een wijziging van de toegekende tegemoetkomingen als gevolg heeft en voor zover dat de genoemde aanpassing geen vermindering van de terugslag van de begroting als gevolg heeft, die hoger dan 20 % van de oorspronkelijke voorziene tegemoetkoming;

2° de verlenging van het uitvoeringstermijn van het investeringsprogramma zodat deze verlenging toch niet langer dan 12 maanden duurt;

3° een snellere betaling van de premie onder de vorm van kapitaal volgens een theoretisch betalingsplan gebaseerd op de datum van indiening van de definitieve aanvraag, in geval van belangrijke doch niet aan de industrieën te wijten vertragingen, in de toekenningsbeslissingen of in de uitbetaling van de premies onder de vorm van kapitaal;

4° het aanvaarden van bijkomende investeringen bij het ingediende investeringsprogramma, vóór iedere toekenningsbeslissing;

5° het toelaten van een wijziging van een goedgekeurd programma ten voordele van de tegemoetkomingen na de toekenningsbeslissing op voorwaarde dat de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;

6° de verlenging van het termijn van het begin van de uitvoering van het investeringsprogramma;

7° het begin van de investeringen toe te laten.

Art. 81. In het kader van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en 4 augustus 1978, is delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies binnen de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet om de beslissingen te nemen voor de toekenning, weigering en uitbetaling van de tegemoetkomingen ten belope van volgende bedragen :

- directeur-generaal : 50 000 000 frank;
- inspecteur-generaal : 25 000 000 frank.

De in het eerste lid vermelde bedragen dienen te worden verstaan als subsidieerbare bedragen voor investeringen in geval van toekenning of uitbetaling van een hulp voor investering.

Binnen het kader van de wet van 17 juli 1959 houdende instelling en coördinatie van maatregelen met het oog op de bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie, alsook het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en 4 augustus 1978, is bovendien onbepaalde delegatie toegekend aan de directeur-generaal, wat het bedrag betreft, om de tegemoetkomingen te betalen voor zover de daaraan verbonden voorwaarden nageleefd zijn.

Art. 82. In het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wet, is delegatie toegekend aan de titularissen van volgende functies binnen de Afdeling KMO's en Landbouw en van de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet om de beslissingen te nemen voor de toekenning, weigering en uitbetaling van de tegemoetkomingen ten belope van volgende bedragen :

- directeur-generaal : 50 000 000 frank;
- inspecteur-generaal : 25 000 000 frank;

- directeur : 20 000 000 frank;
- attaché (rangen 11 en 12) : 10 000 000 frank;
- attaché (rang 10) : 6 000 000 frank.

De in het eerste lid vermelde bedragen dienen te worden verstaan als subsidieerbare bedragen voor investeringen in geval van toekenning of uitbetaling van een hulp voor investering.

Bovendien, wat het bedrag betreft, is onbeperkte delegatie toegekend aan de directeur-generaal om de tegemoetkomingen te betalen voor zover de daaraan verbonden voorwaarden nageleefd zijn.

Art. 83. De ambtenaar voorzien van delegaties overeenkomstig artikelen 81 en 82 is gemachtigd beslissingen te nemen voor versnelde aflossingen alsook voor vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Art. 84. Wat betreft de definitieve dossiers ingediend voor 1 juli 1992 bij toepassing van de wet van 17 juli 1959 houdende instelling en coördinatie van maatregelen met het oog op de bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën en van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, is delegatie toegekend aan de directeur-generaal om beslissingen te nemen over :

- 1° de wijzigingen die geen gevolg hebben op de uitvoering van de verrichting of op de voorwaarden van de tegemoetkoming, inzonderheid de vermindering van de rentevoet en de verandering van kredietinstelling, voor zover de gekozen instelling erkend is;
- 2° de wijzigingen van het opnemings- of terugbetalingsprogramma die geen verhoging van de financiële last voor het Waalse Gewest veroorzaken;
- 3° de gemotiveerde vragen voor de verlenging van de toegewezen termijn om de eerste kredietopneming te doen voor zover de verlenging niet langer dan een jaar na de voorziene termijn duurt.

Art. 85. In het kader van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, is delegatie aan de directeur-generaal toegekend om de uitvoering van een studie van maximum drie dagen door een raadsman toe te laten.

Art. 86. Binnen het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wet, is delegatie toegekend aan de attachés van de Afdeling KMO's en Landbouw om tewerkstellingspremies toe te kennen of te weigeren.

In geval van afwezigheid of verhindering van de in het eerste lid vermelde ambtenaren wordt hun delegatie tijdens de duur van hun afwezigheid of verhindering toegekend aan de directeur van de Directie KMO's of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling KMO's en Landbouw of aan de directeur-generaal.

Art. 87. De directeur-generaal doet maandelijks toekomen, naar gelang het geval, aan de Minister, tot wiens bevoegdheden de Economie behoort, of aan de Minister, tot wiens bevoegdheden de KMO's behoren, een afschrift van de beslissingen genomen overeenkomstig artikelen 80 tot 86 van dit besluit, alsook de lijst van de uitbetalingsbevelen.

Art. 88. Wat betreft de definitieve dossiers ingediend voor 1 juli 1992 bij toepassing van de wet van 17 juli 1959 houdende instelling en coördinatie van maatregelen met het oog op de bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie en van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, is delegatie toegekend aan de directeur-generaal voor de goedkeuring van de aangifte tot vordering ingediend door de erkende financiële instellingen voor de uitbetaling van de interesttoelagen.

De inspecteur-generaal van de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet en de inspecteur-generaal van de Afdeling KMO's en Landbouw zijn echter bevoegd, in het kader van de activiteiten van hun respectievelijke afdeling, de in het eerste lid vermelde aangiften tot vordering goed te keuren voor zover zij niet hoger dan 10 000 000 frank zijn.

Art. 89. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor :

- 1° de goedkeuring van de aangiften tot vordering van het Waalse Gewest betreffende de terugvordering van de tegemoetkomingen toegestaan in het kader van de wet van 17 juli 1959 houdende instelling en coördinatie van maatregelen met het oog op de bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, van artikel 75 van de wet van 5 augustus 1978 tot economische en budgettaire hervorming en van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en van 4 augustus 1978, ten aanzien van natuurlijke personen of van firmas in failliet, in akkoord of in liquidatie;
- 2° uitspraak over de voorstellen tot akkoord.

Art. 90. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal om de beslissingen tot intrekking of schorsing van de tegemoetkomingen overeenkomstig de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wetten.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek*

Art. 91. Onverminderd de reglementering op de tegemoetkomingen inzake onderzoek en technologieën is delegatie toegekend aan de directeur-generaal of, binnen de grenzen van hun respectievelijke bevoegdheden, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Energie en Bijstand aan Ondernemingen of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Onderzoek om aan iedere persoon die een aanvraag indient voor een door de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek beheerde tegemoetkoming de redenen te laten weten waarvoor de aanvraag niet gunstig kan ontvangen worden.

Art. 92. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Energie en Bijstand aan Ondernemingen, aan de directeur van de Directie Energie van deze Afdeling of aan het hoofd van de cel Energiedistributie van deze Directie om alle documenten uit te reiken voor de toekenning van vergunningen of machtigingen tot gebruik van de openbare weg voor de distributie van gas en elektriciteit.

Art. 93. Onverminderd de reglementering op de tegemoetkomingen inzake onderzoek en technologieën is delegatie toegekend aan de directeur-generaal :

- 1° om de door de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek beheerde tegemoetkomingsovereenkomsten tijdens hun uitvoering te wijzigen op voorwaarde dat het onderwerp ervan nageleefd wordt en dat de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;
- 2° om, onverminderd de bepalingen van dit besluit, de namens het Waalse Gewest bedongen rechten in vermelde overeenkomsten waar te nemen en om de verplichtingen, die deze overeenkomsten aan het Waalse Gewest opleggen, na te leven.

Art. 94. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor de aanstelling van de deelnemers aan de activiteiten verbonden aan de Europese samenwerking inzake wetenschappelijk en technisch onderzoek (« COST ») en om de terugbetaling toe te staan van de kosten van hun opdracht verbonden aan hun deelneming aan deze activiteiten.

HOOFDSTUK 4

Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Art. 95. Delegatie is toegekend aan de directeurs van de buitendiensten van de Afdeling Voorkoming van de verontreinigingen en Ondergrondbeheer om de bevoegdheid toegekend aan de Minister belast met het Leefmilieu uit te oefenen overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen.

Art. 96. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal voor het vervoer toe te laten van levend wild en van eieren voorzien bij artikel 12 van de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 97. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal om de tijdelijke afwijkingen toe te staan, die voorzien zijn bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 inzake de bescherming van vogels, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1987.

Art. 98. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal om de acties uit te voeren, die voorzien bij artikel 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende afval.

De directeur-generaal betekent onverwijld aan de Minister bevoegd voor Leefmilieu de beslissingen genomen overeenkomstig het eerste lid.

Art. 99. Delegatie is toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen om de bevoegdheid toegekend aan de Minister belast met het Natuurbehoud uit te voeren overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten, gewijzigd bij het besluit van de executieve van 7 februari 1984.

Art. 100. Delegatie is toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen om de bevoegdheid toegekend aan de Minister belast met het Natuurbehoud uit te voeren overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van eetbare inlandse huisjesslakken.

Art. 101. Delegatie is toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen om de bevoegdheid toegekend aan de Minister belast met het Natuurbehoud uit te voeren overeenkomstig artikelen 4 en 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende de bescherming van de insecten.

HOOFDSTUK 5

Bepalingen toepasselijk op de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

Art. 102. Delegatie is toegekend aan :

1° de directeur van de Directie Actieve Inrichting van de Afdeling Inrichting en Stedebouw voor de goedkeuring van de voorontwerpen en bestekken inzake werken verbonden aan de ruilverkaveling;

2° de attaché aangesteld bij de buitendienst bevoegd inzake ruilverkaveling voor de vertegenwoordiging van de Minister voor de door de wet voorgeschreven openbare onderzoeken.

Art. 103. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting voor de ondertekening van de overeenkomsten van huurcontracten en handelscontracten betreffende de gebouwen opgericht en/of vernieuwd in het kader van de overeenkomst « Programme Logement — Crédits parallèles 1975-1976 », ondertekend op 15 december 1977 tussen de Belgische Staat en de S.D.R.W.

Art. 104. In het kader van het beheer van de in artikel 103 vermelde gebouwen is delegatie toegekend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting om te verschijnen bij volgende akten en ze te tekenen :

- 1° wijzigingen van de basisakten van de collectieve gebouwen;
- 2° authentieke akten van verkoop en afstand van rechten van erfpacht betreffende terreinen, woningen, handelscontracten, binnenplaatsen en garages;
- 3° opheffingen van hypotheeken;
- 4° vrijmaking van borgsommen als huurwaarborg;
- 5° kwijtschrift met of zonder betaling;
- 6° vrijstelling van de eigenmachtige inschrijving.

Art. 105. De in artikelen 103 en 104 van dit besluit vermelde ambtenaar wordt aangesteld in het kader van het beheer van de in artikel 103 vermelde gebouwen als :

- 1° ordonnateur van de ontvangsten;
- 2° ordonnateur van de uitgaven verbonden aan de bestellingen van leveringen van werken en diensten nodig voor het onderhoud en de herstelling van het betrokkene patrimonium, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger dan 200 000 frank is;
- 3° vertegenwoordiger van het Gewest in de algemene vergaderingen van de medeigenaars alsook in de raden van beheer met de macht het Gewest te verbinden binnen de grenzen van de basisakten en van de reglementen van medeïgendom.

Art. 106. Delegatie is toegekend aan de directeur van de Directie Studiën en Onderzoek voor de opheffing van de hypotheeken afgesloten ten voordele van de Staat of van het Gewest bij toepassing van de uitvoeringsbesluiten van artikelen 48 en 76 van het Huisvestingswetboek waarbij premies voor de aankoop ingesteld worden.

Onder dezelfde voorwaarden is de directeur van de Directie Bijstand aan Particulieren gemachtigd rangafstand te doen voor de vorderingen waarvan de hypothecaire inschrijvingen een rang kunnen innemen voor dewelke vermeld in het vorige lid.

HOOFDSTUK 6

Bepalingen eigen aan verschillende departementen van het Ministerie van het Waalse Gewest

Art. 107. Onverminderd de bepalingen van decreten en reglementen toepasselijk op de regionale takken en retributies is delegatie toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal, aan de directeur van het station « Centre scientifique de Gembloux », aan de ambtenaren daartoe aangesteld door het betrokkene bestuurshoofd om alle ontvangsten in aangelegenheden van hun respectievelijke bevoegdheid voor het Waalse Gewest te ordonnanceren.

Art. 108. Om de rechten van het Waalse Gewest in aangelegenheden van hun respectievelijke bevoegdheid te vrijwaren is delegatie toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal of aan de directeur van het station « Centre scientifique de Gembloux » om alle conservatoire maatregelen te nemen, meer bepaald de verklaringen betreffende alle vorderingen ten laste van bedrijven in failliet verklaard of in akkoord gesteld bij de griffie van de bevoegde handelsrechtbank in te dienen.

Art. 109. Delegatie is toegekend bij hoogdringendheid aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal of aan de directeur van het station « Centre scientifique de Gembloux » om alle invorderingen, dwangbevelen of nodige verzoeken uit te oefenen of te doen uitvoeren, voor de hoven en rechtbanken doen dagvaarden of verschijnen, zowel als eiser als verweerder, alle beroepen te gebruiken tegen een gerechtelijke beslissing, advocaten te stellen en doen overgaan tot beslagnemingen.

Iedere gedelegeerde ambtenaar betekent zonder verwijl aan de betrokkene Minister de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

TITEL IV. — Overgangs-, ophelings- en slotbepalingen

Art. 110. Bij wijze van overgangsmaatregel is delegatie toegekend aan:

1° de directeur-generaal van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling of aan de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven op de kredieten voorzien in artikelen 60.02 A 01, 60.02 A 02, 60.02 A 04, afdeling 10, deel I van Titel IV van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest;

2° de directeur-generaal van de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek of aan de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven op de kredieten voorzien in artikelen 60.02 A, afdeling 10, deel I van Titel IV, 60.02 A, 60.07 A en 60.09 A, afdeling 10, deel II van Titel IV van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest;

3° de directeur-generaal van de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen of aan de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven op de kredieten voorzien in artikel 60.02 A 01, afdeling 10, deel I van Titel IV van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest;

4° de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of aan de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven op de kredieten voorzien in artikel 60.02 A 01, afdeling 10, deel I van Titel IV van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest;

5° de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting of aan de daartoe door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven op de kredieten voorzien in artikelen 60.02 A 01, afdeling 10, deel I van Titel IV, 60.03 A, afdeling 10, deel II van Titel IV en 63.01, afdeling 33, deel II van Titel IV van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest.

Art. 111. Worden opgeheven:

1° het ministerieel besluit van 1 september 1985 tot bepaling van de bevoegdheden van de inspecteur-generaal, adjunct bij de bestuursdirecteur, bij de Bestuursdirectie van Energie en Nieuwe Technologieën;

2° het ministerieel besluit van 8 november 1985 houdende aanwijzing van ambtenaren en beambten die bevoegd zijn om te beslissen over de aanvragen om een arbeidsvergunning of een arbeidskaart, gewijzigd bij een ministerieel besluit van 29 september 1986 en bij een besluit van de Waalse Gewestsexecutieve van 7 juli 1989;

3° het ministerieel besluit van 17 juli 1986 betreffende de delegatie van handtekening voor de schuldverklaringsverklaringen van het Waalse Gewest voor de terugvordering bij failliete maatschappijen van de hulpgetijden verleend in het kader van de wetten voor de economische expansie;

4° het ministerieel besluit van 1 december 1986 houdende delegatie van ondertekening inzake onderbreking en intrekking van hulpgetijden;

5° het ministerieel besluit van 1 december 1986 houdende delegatie van ondertekening inzake akkoord of weigering van vrijstelling van de onroerende voorheffing;

6° het ministerieel besluit van 9 januari 1987 tot toekenning van delegaties inzake vorming van het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest;

7° het ministerieel besluit van 23 januari 1987 tot toekenning van delegaties inzake beheer van het personeel en algemene zaken, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 15 april 1987, 15 mei 1987, 15 januari 1988, 24 oktober 1988 en 28 oktober 1988;

8° het ministerieel besluit van 6 mei 1987 houdende delegatie van ondertekening (D.G.E.E.);

9° het ministerieel besluit van 25 juni 1987 houdende aanstelling van een gedelegeerde ordonnateur voor de ontvangsten (D.G.E.E.);

10° het ministerieel besluit van 26 juni 1987 houdende aanstelling van een gedelegeerde ordonnateur voor de terug te vorderen ontvangsten op het vlak van het beleid inzake toegepast onderzoek (nieuwe technologieën), gewijzigd bij een ministerieel besluit van 7 augustus 1987;

11° het ministerieel besluit van 17 september 1987 houdende bevoegdheidsdelegatie aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

12° het ministerieel besluit van 1 oktober 1987 waarbij een bevoegdheidsdelegatie toegekend wordt aan ambtenaren van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting — Algemene Inspectie Ruimtelijke Ordening;

13° het ministerieel besluit van 7 oktober 1987 waarbij delegaties toegekend worden aan de directeur-generaal van de Juridische Dienst inzake werking van de Juridische Dienst;

14° het ministerieel besluit van 9 oktober 1987 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties toegekend worden voor de uitvoering van de begroting inzake water en natuurlijke hulpbronnen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 december 1988;

15° het ministerieel besluit van 15 december 1987 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie toegekend wordt voor de uitvoering van de begroting inzake uitgaven om de lasten te dekken van de door de vroegere S.D.R.W. afgesloten groepverzekering;

16° het ministerieel besluit van 29 januari 1988 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan het hoofd van de Dienst Kanselarij toegekend worden voor de uitvoering van zijn begroting;

17° het ministerieel besluit van 29 januari 1988 waarbij delegaties toegekend worden aan de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie Energie en Nieuwe Technologieën (D.A.E.T.N.) voor de inwerkingstelling van het beleid inzake nieuwe technologieën;

18° het ministerieel besluit van 29 januari 1988 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties toegekend worden voor de uitvoering van de begroting van de « Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau »;

19° het ministerieel besluit van 1 februari 1988 waarbij bevoegdheidsdelegatie toegekend wordt aan de heer Robert Ponte;

20° het ministerieel besluit van 1 februari 1988 waarbij bevoegdheidsdelegatie toegekend wordt aan de heer Charles Mertens;

21° het delegatiebesluit van de Minister voor Leefmilieu en Landbouw van het Waalse Gewest van 2 februari 1988, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 juni 1988;

22° het ministerieel besluit van 12 april 1988 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties toegekend worden voor de uitvoering van de begroting (D.G.P.L.);

23° het ministerieel besluit van 18 april 1988 houdende delegatie inzake begroting (D.G.E.E.);

24° het ministerieel besluit van 27 april 1988 tot toekenning van delegaties aan de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie van Buitenlandse Betrekkingen voor de inwerkingstelling van het beleid inzake buitenlandse betrekkingen;

25° het ministerieel besluit van 6 mei 1988 houdende delegatie inzake begroting (D.G.E.E.);

26° het ministerieel besluit van 6 juni 1988 waarbij bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties toegekend worden voor de uitvoering van de begroting (D.G.P.L.);

27° het ministerieel besluit van 15 juni 1988 houdende delegatie van bevoegdheden aan bepaalde ambtenaren voor de uitoefening van de bevoegdheden voorzien in artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test en oefenritten met motorvoertuigen;

28° het ministerieel besluit van 12 september 1988 waarbij een bevoegdheidsdelegatie toegekend wordt aan ambtenaren van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting — Algemene Inspectie Ruimtelijke Ordening;

29° het ministerieel besluit van 4 november 1988 waarbij bevoegdheidsdelegatie toegekend wordt aan ambtenaren van de Algemene Inspectie Ruimtelijke Ordening — Dienst Ruilverkaveling;

30° het ministerieel besluit houdende delegatie inzake informatica aan de directeur-generaal van de Dienst Studiën, Statistiek en Informatica;

31° het ministerieel besluit van 3 mei 1989 tot aanstelling van een gedelegeerde ordonnateur te Québec;

32° het ministerieel besluit van 5 mei 1989 tot toekenning van delegatie aan de heer Jacques Reybroeck, bestuursdirecteur, voor de inwerkingstelling van het beleid inzake monumenten en landschappen;

33° het ministerieel besluit van 1 augustus 1989 houdende toekenning van delegatie aan de heer André Matthys;

34° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 mei 1990 tot toekenning van bevoegdheidsdelegaties voor de uitvoering van de begroting (D.G.E.E.);

35° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 juli 1990 houdende bevoegdheidsdelegatie aan de bestuursdirecteur van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

36° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 november 1990 tot toekenning van bevoegdheidsdelegaties aan ambtenaren van de Algemene Directie Technologiën en Onderzoek van het Ministerie van het Waalse Gewest;

37° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot aanstelling van een gedelegeerde ordonnateur inzake gemeenschapstussenkomsten van het Waalse Gewest in het kader van de interregionale en grensrelatie (FEDER);

38° het ministerieel besluit van 1 augustus 1991 houdende toekenning van sommige bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan ambtenaren van de Afdeling Thesaurie en van de Afdeling Begroting en Departementale Boekhouding;

39° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 oktober 1992 houdende bevoegdheidsdelegatie inzake beheer van de woningen die tot het Gewest behoren;

40° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 oktober 1992 houdende ondertekeningsdelegatie inzake beheer van de woningen die tot het Gewest behoren.

Art. 112. De niet in artikel 111 vermelde ministeriële besluiten van bevoegdheidsdelegaties alsook de omzendbrieven, waarvan de inhoud tegenstrijdig is met de bepalingen van dit besluit, worden opgeheven.

Art. 113. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1994.

Art. 114. De Ministers, leden van de Regering, zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN